Vol. 6 • No. 51 • Du 3 au 9 Juillet 2013

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Venezyela finanse 94% pwojè an Ayiti !

Page 6

English
Page 9



LES RETOMBÉES DE LA VISITE DE MADURO EN HAITI !

Voir page 4

S'adressant à la population haïtienne, le président Nicolas Maduro a déclaré sans ambages que "l'aide du Venezuela au pays Latino-Américains et caribéens fait partie d'une logique de justice, de liberté et de stabilisation, face à un capitalisme ravageur"



La crise électorale est inévitable !

Page 8

ARRESTATION DE JOJO LORQUET, LE CONFIDENT DE MARTELLY?



Voir page 4

Jojo Lorquet (à gauche) et Martelly (à droite) Lorquet était-il impliqué dans quelque blanchiment d'argent avec Martelly dans le passé? Est-ce le début d'une vague d'arrestations avec plus de révélations?



Entretien avec James Petras !

Page 10



Egypte : des protestations de masse contre le régime de Morsi !

Page 17

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wendell Polynice
Daniel Tercier

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
718-713-6863 • 647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Quand le football ne doit pas être un opium !

Par Berthony Dupont

De toute évidence, il y a une réalité que la classe dominante n'a pas pu nier ni gommer hier comme aujourd'hui, en aucune circonstance. La réalité est que la situation de misère et de pauvreté qui prévaut dans le pays, en dépit de ses efforts pour la maquiller ou la masquer finira quand bien même par lui exploser un jour ou l'autre au visage.

Le cas du Brésil à l'heure de la Coupe des Confédérations, à ce compte, est très significatif, lorsque de massifs soulèvements populaires ont mis à nu devant le monde entier les criantes inégalités sociales régnant dans la patrie du football.

Les masses populaires des grandes villes du Brésil viennent illustrer, une fois de plus, par leur courage que ce sont les conditions sociales qui déterminent vraiment la pensée de l'être humain. Elles viennent de nous édifier que le football ne devrait pas être utilisé par les classes dominantes comme un opium politique. C'est la preuve d'un niveau de conscience de haute portée politique qu'à l'heure d'une compétition de si haute importance pour le gouvernement, la bourgeoisie et également pour les masses populaires, ces dernières arrivent à travers des manifestations réussies à tourner le dos aux apparences sportives, aux grandes fêtes de stades dans le but justement de montrer du doigt la politique néo-libérale, négative, perverse, qui a engendré grandement une crise structurelle qui n'a pas de nom. En toute logique, ces manifestations ouvrent les yeux au monde sur les angoisses que subissent les déshérités du sort tels que : les chômeurs, les laissés pour compte dans les secteurs de la santé, du transport, de l'éducation et surtout sur la corruption liée aux faramineux investissements pour la Coupe des Confédérations et le Mondial-2014 ; eux-mêmes une gifle pour le peuple brésilien, du fait que du point de vue social, ces catégories humaines vivent comme dans un enfer.

A dire vrai, les choses ne sont pas aussi alléchantes au Brésil qu'on veut le faire croire, et même quand les brésiliens aiment le football et leur sélection nationale, par contre il est inadmissible pour ces défavorisés qu'on veuille faire ravaler leurs vrais problèmes à un niveau secondaire. Pour eux, le football ne doit plus être utilisé comme un outil par le gouvernement, comme ce fut en Afrique du Sud, lors du mondial 2010, avec des festivités qui cachèrent grandement la situation de crise que vivait le pays.

Alors, tout comme au Brésil, le football est une passion sportive inégalée pour le peuple haïtien qui n'a jamais négocié, quand il doit être devant son téléviseur ou au stade pour savourer un match de foot. Ainsi, dans l'esprit de la participation du pays à la Coupe d'Or qui commencera cette semaine aux Etats-Unis, un marathon est lancé pour aider financièrement la sélection nationale. C'eût été un geste qu'on devrait applaudir, toutefois de façon critique. Car avant tout, il nous faudra demander des comptes. Pourquoi cette levée de fonds pour la sélection ? Ces personnalités qui ont à cœur d'entamer ce geste de générosité et de solidarité envers l'équipe nationale, est-ce que leur motivation tient du fait que le gouvernement haïtien ne peut pas répondre aux besoins des Grenadiers? Pourquoi n'y-a-t-il jamais eu un effort semblable à l'égard des victimes du choléra et ceux du tremblement de terre ?

Au Brésil, certes, on critique l'investissement dans la construction des stades, à travers des dépenses folles dans le football, mais pour nous autres, en Haiti, qu'ont fait Martelly et Lamothe des fonds du pays pour ne pas aider convenablement l'équipe nationale de football **?** Notre situation n'est pas différente de celle du Brésil, vu que des universitaires manifestent dans les rues pour protester contre une augmentation des frais d'inscription. Dans certaines administrations d'Etat, les employés ne sont pas payés depuis un laps de temps. Nos compatriotes qui vivent sous des tentes ou des endroits infrahumains comme à Canaan et dans d'autres bidonvilles du pays, sans oublier Cité Soleil, ces laissés pour compte de la société, ne méritent ils pas une certaine attention ? Parlons peu, mais parlons vrai, Martelly ne s'est t-il pas toujours plu qu'à gaspiller les fonds du pays pour ses voyages luxueux, agrémentés de juteux per diem. En plus, cette levée de fonds pour la sélection n'arrange en rien la réalité des nécessiteux au contraire elle la gangrène. Du fait, qu'à l'instar des dirigeants brésiliens, nous utilisons la puissance idéologique du spectacle et la fête du foot pour faire oublier leur problème aux démunis, aux défavorisés.

Pour bien jouer, bien se divertir, il faut bien vivre. Au lieu d'entamer ce marathon, ce serait bien mieux de mettre le gouvernement au pied du mur sans lui donner la chance de jouer à l'innocent et à l'irresponsable comme le démontre bien la ministre des sports Magalie Racine, quand elle déclarait: *« Il est vrai que je suis ministre des Sports, mais c'est la citoyenne qui est là et je supporte de tout coeur ce marathon »*. Il faut entendre par là que la ministre n'engage pas son gouvernement. Mais quel est votre responsabilité dans tout cela, Mme Racine, c'est cela qui nous intéresse le plus ?

Le rôle du citoyen ce n'est pas de couvrir la réalité ou bien de dédouaner le gouvernement, mais de le forcer à jouer sa participation en respectant ses responsabilités à l'égard du peuple et du pays.

Déjà le gouvernement de Martelly Lamothe a failli à ses devoirs, il ne peut même pas nous donner des explications sur l'état financier de ses dépenses. Ne serait-ce pas mieux de dénoncer les conditions des footballeurs à l'instar des gens qui vivent dans la crasse dans le pays. Il n'y a pas de différence entre les conditions de vie des jeunes footballeurs et celles des étudiants, des ouvriers et des paysans. Les revendications populaires reflètent également celles des footballeurs. Ne sont-ils pas tous des victimes d'un système qui n'a aucun souci pour les masses populaires ?

Ce marathon n'est autre qu'un divertissement, donc un détournement des masses pour cacher les vraies réalités du pays. Un jour viendra où le peuple uni, sans les naïfs, les complices, les apprentis sorciers et les traîtres à la solde des puissances étrangères, se mobilisera comme au Brésil, en Egypte pour prendre en main ses destinées.

Terribles inondations à Boucan Carré, 5 morts, 1 disparu, 120 maisons détruites et d'autres énormes dégâts matériels

Par Jackson Rateau

Dans la nuit du jeudi 27 au vendredi 28 Juin dernier, le bourg de Boucan Carré, 4e section communale de la commune de Mirebalais, a été lourdement éprouvé après avoir été la proie d'épouvantables trombes d'eaux fluviales qui ont entièrement inondé le bourg. Bilan: 5 morts, 1 disparu, et 120 maisons complètement détruites, des milliers de têtes bétail emportées et des hectares de jardins immergés. La section communale de Boucan Carré se trouve de l'autre côté du fleuve de l'Artibonite à 10 Kms de la ville de Mirebalais. Voisine de deux autres sections communales dont Grand Boucan et Debailles, Boucan Carré que côtoie la rivière appelée Fond d'Enfer est peuplé de 52 mille habitants Parmi les victimes mortelles de ce désastre, on parle d'une nommée Solange et d'un paysan du nom de Duvet.

Le vendredi 28 Juin, plus de 60 familles ont été hâtivement évacuées à l'Ecole Nationale de Boucan Carré ainsi qu'au local de La Croix Rouge de la dite section communale. Les localités de Gand Boucan, Tijedi et Debailles ont été elles aussi la proie de terribles affluences d'eau qui ont saccagé toutes les zones environnantes.

Les fiches d'examen, vêtements, matériels d'étude des candidates et candidats de ces localités qui devaient prendre part aux examens officiels de cette année ayant tous disparus, ces jeunes ont eu du mal à subir les épreuves de cette semaine. En vain ont-ils lancé un vibrant appel aux autorités du Ministère de l'Education Nationale pour prendre leur cas en considération. Celles-ci n'ont pas tenu compte de leur désarroi.

Le marché hebdomadaire de Boucan Carré n'a pas pu fonctionner ce vendredi, puisque les chemins avaient été tous transformés en des voies couvertes de fanges et de coulées de boue. Le transport public était paralysé pendant tout le weekend, car, la rivière Fond d'Enfer en crue et les violentes trombes d'eau avaient défoncé tous les tronçons de route qui lient ces localités au reste du département (Plateau central).

Comme toute assistance à cette population désespérément sinistrée, l'état central (Martelly/Lamothe), à travers la Protection Civile et le Ministère des Affaires Sociales, a envoyé quelques misérables lambeaux de fringues et des kits alimentaires: histoire de ménager leur campagne électorale, jusqu'ici, basée sur le malheur et la misère de cette population.

Violence à ST Marc, 3 morts, 5 blessés et beaucoup de dégâts matériels

Le week-end écoulé, la 5e section communale de St Marc était le théâtre de terribles violences. Il s'agit d'un conflit implacable qui opposait deux localités du nom de Dubuisson et Bwa Deyò, ayant occasionné un navrant bilan de 3 morts, 5 blessés et de plusieurs maisons incendiées. De façon à pouvoir procéder au constat des cadavres et à ramener le calme dans les populations, les autorités locales dont le députe de St. Marc, Altès Toussaint, le commissaire de police de St. Marc, l'agent exécutif intérimaire, Jean Rony Jeune et le juge de paix de la ville, s'étaient tous rendus sur les lieux. Il s'agit en effet, de la suite d'un précédent survenu, vécu la semaine pascale, entre 2 bandes de « rara » issues notamment des localités de Dubuisson et de Bwa Deyò qui en étaient venues aux mains. Les hostilités ont perduré jusqu'au week-end dernier (vendredi 28, samedi 29 et dimanche 30 Juin). Des individus appartenant aux deux bandes, voulant se venger les uns des autres, ont provoqué de terribles scènes de violence au niveau des deux localités. Il se pourrait bien que des conflits terriens soient aussi à la base de ces fâcheuses violences.

Protestation à Port-au-Prince et dans d'autres villes !

Des protestations violentes de la population de diverses régions du pays et à Port-au-Prince ont marqué la journée du jeudi 27 juin dernier. Les protestataires ont exigé la baisse du cout de la vie, de l'électricité, de l'eau potable et autres.

A Port-Au-Prince, des centaines d'étudiants de l'Université d'Etat d'Haïti (UEH) ont gagné les rues pour protester contre une décision arbitraire des dirigeants de cette institution étatique. Ces derniers ont voulu augmenter les frais d'inscription des 11 facultés de l'UEH de 500 à 1600 gourdes. Un avis déjà en circulation, avant même les épreuves de la fin d'études secondaires invitant les intéressés à déposer ce montant dans n'importe quelle succursale de la SOGEBANK sur le compte de l'UEH. Cette décision a soulevé la colère des étudiants qui exigent son retrait immédiat. « L'Université d'Etat d'Haïti n'est pas la Téléco, nous n'acceptons pas qu'elle soit privatisée. On voulait exclure les fils du peuple de l'UEH qui ne peuvent pas payer les 500 gourdes. Voilà, on veut les tripler. L'Administration Martelly-Lamothe a pris le plaisir de gaspiller les ressources de l'Etat dans la corruption », ont déclaré les étudiants protestataires.

Arrivée devant les locaux de l'UEH à Bourdon, la situation tournait au vinaigre, quand des agents de



Des centaines d'étudiants de l'Université d'Etat d'Haïti (UEH) ont gagné les rues pour protester contre une décision arbitraire des dirigeants de cette institution

la Police Nationale D'Haïti (PNH) ont lancé des bombonnes de gaz lacrymogène sur des manifestants chauffés à blanc. En réplique, ces manifestants ont lancé des pierres partout. La Police a procédé à des arrestations dont 2 étudiantes qui ont été libérées dans la soirée. Le rectorat de l'UEH a vite rapporté cette décision, indique le recteur Jean Vernet Henry.

D'un autre côté, à Petit-Goâve ce même jeudi, la population des localités de «Koutis et Nan Mawon » a bloqué la route nationale # 2, reliant Port-Au-Prince et 3 autres départements du pays (Nippes, Sud et Grand 'Ans) pour exiger l'électricité des autorités. « Nous manifestons aujourd'hui pour réclamer du courant électrique. Nous demandons du courant, nous avons besoin du courant pour mener nos activités quotidiennes. Nous sommes au chômage durant toutes notre vie, nous avons des enfants à nourrir, des écolages à payer. La terre ne produit plus, nous n'avons pas d'encadrement de l'Etat pour pouvoir faire produire la terre. Nous sommes livrés à nous-mêmes », ont déclaré certains manifestants.

Par cette déclaration, les habitants de Petit-Goâve ont démenti le député Jacques Steevenson Thimoléon du bloc des Parlementaires pour la Stabilisation et le Progrès (PSP). Le porte-parole PSP a fait savoir que tout va bien chez lui, la population est satisfaite, alors que les besoins de base tels : l'électricité, l'eau potable, l'accès aux soins de santé et l'éducation restent toujours des problèmes majeurs pour la population. On fit appel aux soldats des forces occupation de l'ONU pour aller réprimer les manifestants qui revendiquent certains besoins essentiels de base.

Rappelons que la route nationale # 2 a été bloquée à plusieurs reprises et dans des endroits différents pour exiger de l'électricité, de l'eau potable, le drainage des canaux qui ont causé des inondations au moment de la saison cyclonique. A Cité Soleil, le plus vaste bidonville du pays avec plus de 400 mille habitants, il y avait également des manifestations contre l'insécurité et l'insalubrité. La situation du peuple haïtien continue à se détériorer à tous les niveaux et partout dans le pays, et ses protestations commencent à peine.

Un ouf de soulagement pour la population d'Anse-à-Pitres !



Vue de la frontière d'Anse-à-Pitres/Pedernales *Photo: Kellerman Jean Jasmin*

Après l'arrivée, le vendredi 21 juin 2013 à la frontière de Anses-à-Pitres, d'un groupe de policiers appartenant à l'Unité Départementale de Maintien de l'Ordre (UDMO) du Département du Sud-Est, la situation d'insécurité qui régnait depuis plus de deux mois dans cette commune, commence à s'améliorer, selon les déclarations de plusieurs résidents du centre ville de cette commune. Mardi soir et pendant toute la journée du mercredi 26 juin 2013, ces agents de la police ont mené des opérations pour contraindre des bandits qui semaient la terreur dans la région à déposer les armes. Au cours de ces opérations, cinq personnes qui étaient recherchées par la Police ont été arrêtées, a appris le GARR

De manière spontanée, des citoyens/citoyennes ont gagné les rues d'Anse-à-Pitres pour manifester leur soutien à l'intervention des agents de l'UDMO. Plusieurs suspects auraient pris la fuite en traversant la frontière, selon les sources contactées par le GARR.

Le porte- parole du Réseau Frontalier Jeannot Succès (RFJS), qui s'est dit satisfait de l'opération menée dans la zone, souhaite une rotation des forces de l'UDMO dans cette commune frontalière afin de dissuader les bandits. « Nous dormions un œil ouvert et un œil fermé depuis plus de deux (2) mois, à cause de la recrudescence de l'insécurité à Anse-à-Pitres. Nous demandons au pouvoir central de continuer d'envoyer des agents de l'UDMO à cette frontière pour garantir un climat de paix durable dans la commune », a déclaré le militant des droits humains.

Il a rappelé que des tirs nourris étaient entendus tous les soirs à Anses-à-Pitres, ce qui forçait les gens à rentrer chez eux dès la tombée de la nuit, les empêchant ainsi de vaquer librement à leurs activités du soir.

Cette situation d'insécurité qui régnait dans cette commune a déjà fait plusieurs victimes, parmi elles, de nombreuses femmes qui ont été violées à l'intérieur même de leurs maisons, des commerçantes qui ont été dépouillées de leurs stocks de marchandises et fonds de roulements et des paysans qui ont perdu leurs bétails.

Le samedi 25 mai 2013, à l'initiative du Comité des Droits Humains de Anses-à-Pitres et du Réseau Fanm Djanm, plusieurs organisations de la commune s'étaient réunies avec les autorités policières et judiciaires pour réclamer une action urgente de l'Etat face à la dégradation de la situation. A l'occasion de cette réunion, plusieurs familles qui avaient été victimes des bandits avaient pris la parole pour témoigner des horreurs qu'elles avaient vécues sans trouver l'appui de la Police.

Le GARR salue la décision de la Direction de la Police du Sud-Est qui a pris la décision de faire cette intervention à Anses-à-Pitres pour freiner cette vague d'insécurité qui prenait chaque jour de l'ampleur. Il exhorte les autorités de l'Etat à adopter des mesures pour garantir un climat de paix dans cette commune frontalière. Il réclame un renforcement en nombre et en moyens pour les policiers basés dans la zone afin qu'ils puissent répondre valablement aux besoins de protection de la population.

Les retombées de la visite de Maduro en Haiti !

Par Jose Clément

Au delà de la coopération Sud-Sud: Sommes-nous devenus un peuple paria sur le plan international?

Décidément, plus rien ne va dans la République. Les dirigeants qui sont censés conduire les affaires de la nation dans la plus grande transparence, dans la dignité, dans l'intégrité et dans le respect absolu des normes régissant le fonctionnement de toute société moderne, font fi totalement de ces principes.

Il aurait été plus sage, dans certaines circonstances, de garder le silence au lieu de faire des déclarations dont les conséquences pourront être néfastes pour l'ensemble de la collectivité. Un leader digne de ce nom doit avoir une certaine retenue, un certain recul avant de faire des déclarations à l'emporte-pièce qui engagent toute une nation. Même si les forces politiques ne réagissent pas, même quand la société civile garde le mutisme le plus complet, l'histoire aura, tôt ou tard, à prononcer son verdict.

On est devenu familier des déclarations abracadabrantes du président de la République qui ne s'est jamais gêné de dire n'importe quoi devant n'importe quelle audience sans tenir compte de la fonction qu'il occupe au sein de la société. Le président Michel Martelly a indiqué que le budget d'investissement du pays est financé à 94% par de l'argent provenant du fonds Petro Caraïbe. Il a fait cette déclaration le mardi 25 juin lors d'une brève visite au pays du président vénézuélien Nicolas Maduro accompagné de sa femme et de plusieurs ministres de son gouvernement. Le successeur du président défunt, Hugo Chavez était venu s'enquérir luimême sur place des informations sur l'utilisation des fonds de Petro Caribe.

Tout d'abord, le président Maduro ne saurait avoir une idée exacte sur l'utilisation des fonds Petro Caribe au cours d'une visite de quelques heures. Cela aurait été beaucoup plus sage pour lui de rencontrer aussi des membres du Parlement haïtien qui jouent un rôle de contre-pouvoir et de contrôle de l'Exécutif. Ainsi, il aurait pu avoir une idée exacte de la réalité sur le terrain en ce qui a trait à l'apport vénézuélien à Haïti. Peut-être que, la représentation diplomatique vénézuélienne à Port-au-Prince en charge de coordonner la visite de M. Maduro en Haïti a pêché en ce sens. Pourquoi la société civile et la classe politique ont été mises au rancart durant ce voyage officiel?

D'ailleurs, le président de la Chambre basse Tholbert Alexis s'est déclaré "préoccupé par l'utilisation des fonds générés par le programme Petro Caraïbe". Il dit "ne pas savoir le montant qu'Haïti doit au Venezuela, dans le cadre de ce programme". Même son de cloche du côté du président du groupe Parlementaires pour le renouveau Institutionnel (PRI), Sadrack Dieudonné. Il croit que "les autorités haïtiennes ont détourné l'attention du président Maduro sur la mauvaise gestion qu'elles ont faites de ces fonds".

De toute manière, il y a lieu de



De gauche à droite Cilia Flores, Maduro, Martelly et Sophia

saluer la sincère et respectueuse coopération haitiano-vénézuélienne dans une logique Sud-Sud, respectant le droit à l'autodétermination du peuple haïtien. C'est une coopération d'un autre genre où le pays qui donne de l'aide ne dicte pas sa politique et sa vision au pays receveur. D'ailleurs, le président Hugo Chavez s'était engagé dans une véritable transformation de la société vénézuélienne à travers la prise en charge des démunis et des exclus de cette société. Il l'a dit et redit en maintes occasions que l'argent du pétrole doit servir pour améliorer les conditions de vie de la population vénézuélienne. Il a mis en pratique ses dires.

L'aide n'est pas éternelle. Le pétrole n'est pas une source intarissable. Le peu d'aide qu'on reçoit d'un pays frère doit être utilisé rationnellement au bénéfice de la population à travers des projets sensés et justifiés. D'ailleurs, le chef de l'opposition vénézuélien s'est plaint du fait que son peuple a aussi des besoins sociaux essentiels à satisfaire. Il critique en ce sens la politique du président Maduro qui, dans un élan de solidarité agissante, vient en aide à certains pays du sous-continent américain et de la Caraïbe. Autant dire que le message est clair. Si l'opposition arrivait un jour au pouvoir, les profits générés par le pétrole seront exclusivement utilisés au bénéfice du peuple vénézuélien.

M. Martelly doit être à l'écoute de cet avertissement du chef de l'opposition vénézuélien pour comprendre que les mines pétrolières ne se trouvent pas en Haïti. De ce fait, l'argent du fonds Petro Caribe est un prêt remboursable sur une échéance à plus ou moins long terme et que la génération future aura à rembourser avec intérêt. Le président haïtien était on ne peut plus à l'aise, souriant et fier d'annoncer que le budget haïtien d'investissement est entièrement financé par le Pétrodollar. Malheureusement, face à des dirigeants nonchalants, la population haïtienne a acquis un statu de paria sur le plan international. C'est dire qu'Haïti est dans une dépendance la plus totale. Elle dépend des pays étrangers pour construire même un complexe administratif pour loger des institutions étatiques. Le président, en annonçant cette information qui est une vérité d'ailleurs, ne s'est pas rendu compte qu'il est en train de saper le moral de la



Maduro et Martelly devant la statue du marron inconnu

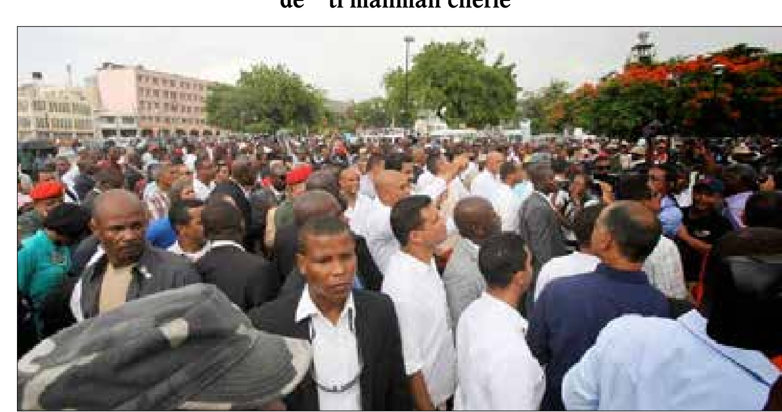
nation. L'humiliation était à son comble ce jour-là.

S'adressant à la population haïtienne, le président Nicolas Maduro a déclaré sans ambages que "l'aide du Venezuela au pays Latino-Américains et caribéens fait partie d'une logique de justice, de liberté et de stabilisation, face à un capitalisme ravageur". Il a évoqué l'aide en hommes et en matériels du président haïtien Pétion Alexandre à Simon Bolivar pour libérer toute l'Amérique du Sud, en 1918. En clair, le Vénézuela a entre autres une dette morale de reconnaissance vis-à-vis d'Haïti. Mais ce n'est pas surtout cela qui est important. Il faut voir dans l'aide du Vénézuela à Haïti un acte d'amour, de respect et de solidarité.

A force de vouloir donner des résultats pour lesquels aucun effort n'est consenti. A force de faire marcher à plein rendement la machine à propagande, l'Exécutif haïtien n'a pas pris du recul pour comprendre et admettre que la mendicité n'est pas une option et que la pauvreté n'est pas une malédiction divine. On n'est pas né pauvre. On choisit de l'être et d'y rester. Le gouvernement haïtien a fait choix de la mendicité. Il est plus facile pour les responsables haïtiens de parcourir le monde pour aller demander l'aumône au nom



Des femmes vêtues de t-shirts blancs et rose avec slogan de propagande de " ti manman chérie"



Une foule au Champ de Mars, lors de la visite de Maduro

de la communauté haïtienne. Pourquoi le Premier Ministre Laurent Lamothe et le Président Michel Martelly se sont rendus tous deux à Managua, capitale du Nicaragua, durant le week-end dernier pour participer à un sommet sur l'institutionnalisation de Petro Caraïbe? Ils sont tout simplement avides de programme. Puisque, chacun de ces déplacements est grassement payé par la République, sans tenir compte de l'état de dénuement d'une population pour laquelle ils disent travailler pour améliorer son sort.

Au lieu de faire preuve de créativité politique, d'instaurer un dialogue sincère avec toutes les forces vives du pays pour une sortie honorable de crise, de rationaliser les dépenses du gouvernement et d'une gestion saine des maigres ressources existantes, l'Exécutif agit comme si la nation haïtienne est immensément riche. Ainsi, il peut se la couler douce. A regarder la taille du gouvernement avec un Premier Ministre qui empoche également un portefeuille ministériel celui de la Planification, vingt-cinq (25) Ministres, dix (10) Secrétaires d'Etat (1), on comprendra aisément que le budget de la République ne peut pas nourrir tout ce beau monde qui vit dans un luxe éhonté face aux masses haïtiennes défavorisées qui croupissent dans un quotidien le plus abject.

Il va sans dire que les taxes collectées par la Direction Générale des Douanes et la Direction Générale des Impôts ne servent qu'à financer le budget de fonctionnement de la République. Autrement dire, elles servent exclusivement à payer les petits et hauts fonctionnaires publics. L'Etat haïtien peut-il continuer à fonctionner dans une logique qui frise l'indécence avec des responsables parasites dans leur état mental qui ne font aucun effort d'imagination et de créativité pour essayer de sortir le pays du gouffre. Ils se contentent de fonctionner au quotidien avec l'espoir de laisser le gros du problème pour leur successeur.

Le pays n'a pas un hôpital de référence. Ce n'est pas grave. Les haïtiens moyens peuvent passer la frontière dominicaine pour aller se faire soigner. Les plus aisés mettront le cap sur la Floride. Et le tour est joué. C'est ainsi que les autorités haïtiennes comptent résoudre les problèmes de ce pays. Même constat, pour la crise énergétique. Des lampadaires solaires dans les rues en guise de palliatif au black-out. Et à défaut de l'Electricité d'Haïti (EDH), on aura, au prix fort, les services des compagnies privées locales et étrangères pour l'achat du courant électrique. Même si l'Etat pour le moment n'est pas en mesure de payer ses factures évaluées à plus de 63 millions de dollars envers ses compagnies. De toute façon, la Banque mondiale vient de donner 20 millions en appui budgétaire. C'est mieux que rien, dira l'autre.

Peut-on continuer à jouer à l'irresponsabilité?

(1) Source/ Site Primature haitienne

Jose clément
Centre International d'Etudes et de Réflexions (CIER)
Maryland, 1er juillet 2013

Arrestation de Jojo Lorquet, le confident de Martelly?

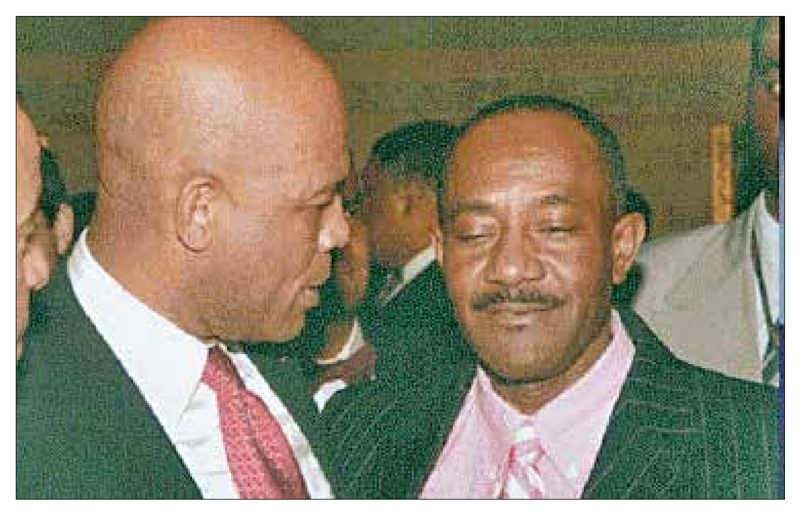
Par Kim Ives

Etait-il impliqué dans quelque blanchiment d'argent avec Martelly dans le passé? Est-ce le début d'une vague d'arrestations avec plus de révélations?

L'extravagant animateur de télévision Joseph «Jojo» Lorquet connu pour être l'un des plus proches amis du président haïtien a été, à New York, un promoteur qui pendant près de deux décennies a organisé, dans des villes aux Etats-Unis, les tournées de «Sweet Micky», le surnom du chef de l'Etat durant sa vie d'artiste.

« *Personne n'est plus proche de Michel Martelly que Jojo Lorquet* », a dit Lorquet à *Haïti Liberté* dans un restaurant de Brooklyn en Décembre dernier, peu avant son retour en Haïti pour travailler dans le programme *Aba Grangou* de Sofia Saint-Rémy Martelly, une campagne supposément contre la faim. « *Tout ce qu'il va faire, je suis le premier à le savoir* ».

Mais aujourd'hui, Lorquet se trouve dans une cellule de prison au poste de police de Canapé Vert à Port-au-Prince, accusé de vente de faux badges du gouvernement haïtien jusqu'à $1500 chaque. Il y a également impliqué dans l'escroquerie de fausses pièces d'identification une autre figure médiatique haïtienne, le journaliste et animateur de radio Konpè Mòlòskòt (Ernest Laventure Edouard), qui se faisait passer pour le coordonnateur général de la douane et qui distribuait de faux badges à de supposés salariés, selon Radio Kiskeya. Toutefois, le Commissaire du gouvernement Lucmane Delille a dit à Kiskeya que Mòlòskòt n'était plus employé par l'administration des douanes puisque son contrat en tant que conseiller en communication pour l'agence n'a pas été renouvelé à son expiration le 30 Septembre, 2012. Sauf qu'il est difficile de savoir si Mòlòskòt est en garde à vue.



Martelly et Jojo Lorquet

Un juge d'instruction a arrêté Lorquet le 29 juin. Selon Gary Pierre-Paul Charles de Scoop FM, la police a également arrêté le chauffeur du Président Martelly.

Selon une source proche de la famille Martelly qui veut rester anonyme, Lorquet et Martelly ont travaillé comme des « mules » (*milèt*) au début des années 1990, transportant de l'argent pour Charles «Bébé» Saint-Rémy, beau-père de Martelly, qui aurait travaillé avec Jean Eliobert Jasmé condamné pour trafic de drogue, et également connu sous le nom de ED-1 ou *Eddy One*.

Lorquet et Martelly, selon la source, auraient prétendument pris l'argent obtenu de la vente de cocaïne pour l'apporter chez Marjory Pierre-Louis, la copine d'Eliobert, qui habitait sur le Summit Boulevard à West Palm Beach en Floride. (La source a affirmé ne pas

Suite à la page (16)

Les oeillades de la couleur blanche à la couleur rose

Par Fanfan la Tulipe

Depuis quelques jours il circule sur le web une tapageuse publicité pour un événement, en fait un rassemblement baptisé « Dîner en blanc » qui se tiendra à Port-au-Prince, pour la première fois le 13 juillet prochain. Il s'agit de la version haïtienne de mondanités qui ont commencé à Paris il y a de cela déjà 23 ans et qui ont essaimé un peu partout sur les cinq continents. En juin de l'année dernière sur le parvis de la cathédrale Notre-Dame de Paris et Place des Vosges, des milliers de convives (12.000 selon les organisateurs) se sont retrouvés pour participer jeudi soir à la 24e édition de ce fameux «Dîner en blanc».

Différentes versions existent sur l'origine de ce rassemblement dans un haut lieu de Paris. Il y a une vingtaine d'années, des amis un peu fauchés voulaient se réunir pour dîner. Les bons restaurants n'étant pas à la portée de leur bourse, ils décidèrent de se faire beaux et blancs, et d'aller dîner dans les beaux quartiers... mais dehors. Ils se donnèrent rendez-vous l'année suivante, puis l'année suivante, chaque fois les initiés amenant de nouveaux invités.

Selon une autre source, une bande d'amis, majoritairement mariés et anciens officiers de la Marine, décidèrent en 1988 d'organiser un banquet élégant tout en blanc sur la pelouse du Restaurant **Bagatelle** au Bois de Boulogne. Certaines de ses dames essayèrent de remettre leur robe de mariée. Cette version rejoint celle voulant que le Français François Pasquier et une poignée d'amis épicuriens rêvant de dîner en plein air dans les plus beaux endroits de Paris, aient commencé cette aventure pique-niquante. Pour d'autres, le «Dîner en blanc» a été créé il y a 23 ans par une poignée d'amis issus de l'aristocratie parisienne. Ce qui expliquerait le côté chic, huppé, élégant, raffiné de ces rencontres pouvant rassembler des milliers de personnes.

Toujours est-il que selon des consignes rigoureuses, les participants tous vêtus de blanc, convergent vers les deux lieux publics choisis dans le plus grand secret, et sans autorisation, par les organisateurs de ce très chic pique-nique qui fonctionne selon le système du parrainage. Venus en transports en commun pour ne pas créer de difficultés de circulation, les convives apportent avec eux tables et chaises pliantes, nappes blanches, mets fins, vins de qualité et, pour certains, chandeliers grand siècle pour ce dîner en plein air. *Gwo zafè*, pour ne pas dire grosse affaire.

Initialement promu par le bouche-à-oreille, le Dîner en Blanc utilise dorénavant les médias sociaux afin de communiquer avec ses participants privilégiés et les curieux. Mais la technologie moderne n'altère en rien la magie de l'événement: investir un endroit «secret» pour partager un repas de qualité au coeur d'une des plus belles places de la ville, en compagnie de ses meilleurs amis.

Des organisateurs dans une soixantaine de grandes villes dans le monde ont rejoint le petit collectif français. De Mexico à Montréal, Québec, Chicago, Philadelphie, en passant par Singapour, Sydney, Dakar ou Hanoï, c'est le nouvel évangile socio-gastronomique. Vive le Dîner en blanc, vive l'internationalisme, le mondialisme, le globalisme, le capitalisme et, surtout, l'épicurisme ! Cet événement mondain et spectaculaire entend célébrer une certaine forme d›art de vivre, selon ses adeptes. L'endroit est laissé intact, *tifi*, à la fin du dîner, toujours avant minuit, «comme dans un rêve», les participants repartant avec les reliefs, principale consigne respectée à la lettre.

Le Dîner en Blanc Haïti est conjointement organisé par Carla Beauvais, Ingrid Enriquez-Donissaint et Chilandre Patry selon les informations sur le web. Ces trois femmes oeuvrent dans le domaine des communications,



Dîner en blanc. Place des Vosges à Paris.



Carla Beauvais Directrice de la programmation musicale et des Relations Publiques chez Clovys TV, chaîne de télévision canadienne. Co-organisatrice du Dîner en blanc, version haïtienne.

du marketing, avec même leur propre agence. Après avoir vécu à Montréal, l'année dernière, «l'ambiance de charme» du Dîner en blanc, elles ont décidé de commencer l'expérience dans leur pays d'origine, *kidonk* Haïti. L'impression qui se dégage à lire les informations sur la dynamique d'organisation et la tenue de cet événement c'est qu'il n'est probablement pas pour les petites bourses, encore moins pour les *pòv malere*. Alors qu'ailleurs, ces mondanités se font dans un lieu public, le rassemblement à Port-au-Prince se tiendra dans un lieu privé, pour des «raisons de sécurité», sans doute l'Hôtel Royal Oasis. Bill Clinton sera-t-il de la partie ? Quid du président Martelly, *benefactor de la patria*, génial bâtisseur, Guide suprême de la nation ?

Il est intéressant de noter les propos suivants de Carla Beauvais, l'une des trois organisatrices du Dîner en Blanc Haïti :« En raison du renouveau que nous constatons, nous avons senti qu'Haïti était prête à accueillir un événement aussi magique. C'était également notre façon de participer au re-branding du pays sur la scène internationale». Le style rappelle le style pompeux et les déclamations bluffatoires de Martelly à mille lieux de la réalité. De quel «renouveau» parle Beauvais ? Renouveau dans les pratiques de corruption tous azimuts à tous les niveaux de l'Etat, jusque dans les rangs de la famille présidentielle ? Dans la pratique du kidnapping à l'échelle de grands bourgeois? Dans le gaspillage des fonds de l'Etat pour payer les scandaleux voyages du chef de l'Etat en jets privés et qui ne riment à rien ? Mme Beauvais, vous avez la parole.

Mme Beauvais parle de participer au «re-branding (sic) du pays sur la scène internationale». Est-ce dans le même ordre d'idées des carnavals de printemps jeanclaudo-martello-duvaliéristes ou s'agit-il d'extravagances comme celles de Martelly allant s'exhiber en République dominicaine aux côtés du chanteur espagnol Julio Iglesias ? On devine une couleur rose à ce Dîner en blanc, des élans et allégeances roses de la part des trois organisatrices. Dans un pays où une majorité ne mange pas à sa faim, dans un pays où des tas de gens meurent de faim, était-ce vraiment le moment de venir narguer cette masse de déshérités vivant en marge du minimum humain de vie ?

On imagine difficilement des gens de condition économique modeste, encore moins des petites gens s'amenant avec «panier de pique-nique renfermant des mets de qualité et de la "vraie" vaisselle, du vin ou du champagne [et] portant du blanc tout en étant élégants», d'autant que pour participer à la blanche piqueniquade, il faut être invité par un membre du Dîner en Blanc de l'année précédente (or il n'y en a pas eu en Haïti) ou s'inscrire sur la liste d'attente du site Web.

C'est sûr que dans ce petit monde de copains *zuzu, tilolit zizi zaza zèzè*, on se connaît, on se fréquente – *bann frekan* ! – et seuls les noms connus et reconnus seront admis au cercle fermé, élégant, chic, petit lolit des piqueniquards et piqueniquades, les seuls à pouvoir venir avec leurs *esmokin kefann* blancs, leurs toilettes Christian Dior blanches, leurs mouchoirs blancs, leurs nappes blanches, leur panier contenant : vaisselle de Limoges, argenterie de Malte, Thymus de veau en voile aux morilles, Cannellonis parfum tomate et coriandre, Bœuf Bourguignon en cocotte, Eclaté de Homard au Vin jaune, Carré rôti d'agneau à la farigoule, Banane et fruits rouges en croûte tiède, de bonnes bouteilles genre Lafite Rothschild 1er cru classé Pauillac, Château Larcis Ducasse, Saint Emilion 1er grand Cru 1945, Clos St Hune d'Alsace, Chateauneuf-du-Pape Domaine du Pégau 1988 et autres *zagribay* de fine qualité pour faire la joie des lolitards.

Lorsque Carla Beauvais affirme



On trinque au bonheur de vivre «épicuriennement».

que «nous avons senti qu'Haïti était prête à accueillir un événement aussi magique», de quelle Haïti parle-t-elle ? L'Haïti de ceux-là *k ap pran san gade* ou l'Haïti de ceux qui regardent sans pouvoir prendre ? L'Haïti de ceux-là affligés d'une misère *klowòx* atroce ou l'Haïti de ceux-là qui font leurs fins de semaine soit dans une villa à Punta Cana en République dominicaine, soit dans l'un des luxueux hôtels de Miami Beach ? L'Haïti des pères et mères de famille qui battent de l'eau pour en faire le beurre qui leur permettra d'envoyer leur progéniture à l'école *bòlèt* du quartier ou l'Haïti d'un régime discrédité por avoir détourné une partie des fonds Petro Caribe à des projets bidon de Madame la Présidente et de son fiston présumé numéro 5 dans la bande à Clifford Brandt?

Alors que des milliers de gens sont livrés à eux-mêmes et aux quatre éléments sous des tentes qui d'abris n'en ont que le nom, soit dans des zones sordides autour de la capitale soit dans l'immense terre de géhenne nommée Canaan, alors que le choléra tue par dizaines, alors que le soit disant programme d'école gratuite pour tous s'et révélé un gigantesque fiasco, alors que les prix des matières alimentaires de base flambent à vue d'œil, alors que les kidnappeurs et les malfaiteurs s'en donnent à coeur joie, Madame Beauvais, habituée aux virées, *devire*, *granchire*, grand genre, *gran panpan, gwo zafè* qui sont la règle dans le domaine des communications et du marketing où elle excelle, a «senti qu'Haïti était prête à accueillir un événement aussi magique». *Ou tande bèf, ale wè kòn* ?

Magie noire, magie blanche ou magie rose ? Est-ce une magie née des «réalisations» du régime Kale Tèt qui aurait transformé le pays en «un vaste chantier», comme des ministres *sousou* et *souflantyou* aiment à le proclamer ? Est-ce que madame rêve? Là où la Beauvais voit couler le miel d'une bourdonnante ruche sweetmickyste, la population, elle, ne voit que les mouches vertes et les gros *vonvon* roses de la corruption, les *malfini* d'un régime moralement hideux, d'un gouvernement politiquement affreux, et dont ma grand-mère aurait dit : *yo piye, yo pi mal*. C'était au temps des consolidards. De nos jours, c'est encore pareil, si ce n'est pire: ça pille, gaspille, décherpille, dévore et s'empiffre, sans regarder ni derrière, ni devant.

De toute évidence, ce Dîner en blanc lorgne du côté du pouvoir rose qu'il sait être en mesure d'attirer et de former le gros des «600 passionnés de culture (sic) et de gastronomie vêtus de blanc [qui] se rassembleront à une destination secrète». Dîner, couleur blanche de l'innocence prostituée pour les besoins de la cause, rose corruption, rose croupion, rose couillon, couillons en rose, rose cul de pintade, cul de musicien sur char de carnaval, bleu macoute, rose *tèt kale*, culture rose, culture *dappiyanp*, culture du mensonge, *kilti kanaval* fesses au vent, fesses maigres de musicien, grasses fesses de président, culture de bourgeois kidnappeurs, culture du laisser-faire-laisser-dire-*lese-grennen*, tous-les-voumsont-des-dos, culture de l'impunité, *Kale tèt,* Gwo Soso, *gwo sosis*, *ti sosis*, roses, fleurs fânées, rosae, rosae, rosarum rosis, rosis, *yo pap sis*. Pardonnez cet alignement de mots, c'est juste pour exorciser le spectre noir-rose de ce Dîner en blanc.

Et *telefòn*, ne lâchez pas. Notre seule et toute simple prière pour tenir le coup, avec ou sans Dîner en blanc.

Site Solèy pa janm sispann viktim Lè se pa bal, se inondasyon

Senmèn pase a, jou ki te 28 Jen, Site Solèy sòt pase yon move moman nan inondasyon avèk yon ti farinay lapli sèlman ki pote dlo ki sòti Delma melanje ak mazout nan EDH ki nan Vare te anvayi kay anpil moun nan site a.

Inondasyon an rive a koz fatra ki bouche tout twou egou ki ta pou pote dlo sal yo jete nan lanmè.

Insidan sa a leve kòlè tout moun nan site a ki te bloke lari a ak gwo woch, anpil kakas machin san konte pawòl piman bouk kont gouvènman an ak majistra site a ki pa janm leve ti dwèt li pou fè anyen pou moun Site Solèy ki toujou ap sibi, lè se pa inondasyon, se anba bal Minustah.

Ki lè nan lè yo, gouvènman tèt kale Martelly- Lamothe la va sonje fè kichòy dekwa pou moun nan Site Solèy rale yon souf ?

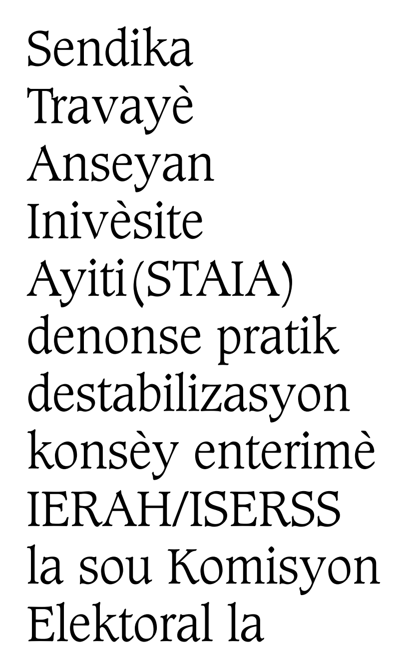
Daniel Tercier ak Wendel Polynice



Kanal Tesina nan Site Solèy



Ki lè nan lè yo, gouvènman tèt kale Martelly- Lamothe la va sonje fè kichòy dekwa pou moun nan Site Solèy rale yon souf ?



Sendika Travayè Anseyan Inivèsite Ayiti(STAIA) denonse pratik destabilizasyon konsèy enterimè IERAH/ISERSS la sou Komisyon Elektoral la

Sendika Travayè Anseyan Inivèsite Ayiti (STAIA) wete chapo douvan mobilizasyon pwofesè yo pou retabli kòmsadwa prensip dwa pou tout pwofesè – tout moun vote nan eleksyon k ap pèmet yo pou mete bout nan sitiyasyon defakto a. Se yon dwa tout pwofesè genyen pou patisipe nan lavi enstitisyon an menm jan ak tout lòt konpozant yo.

Nan nivo STAIA nou konstate ak gwo kè kase move pratik destabilizasyon Konsèy Enterimè defakto an (ak pwofesè Pierre Buteau sèl chèf kanbiz) ap fè pou domestike epi menm bloke pwosesis elektoral la. Depi Komisyon elektoral la monte, Konsèy Enterimè pa bay ankenn mwayen pou l fonksyone, mete sou sa yo voye plizyè korespondans ba li pou entimide l epi egzije l bay rapò anba tab. Si te gen dout sou volonte Konsèy Enterimè pou kite eleksyon yo fèt, jounen jodi a piwèt sa yo montre aklè mannigèt pou pa kite eleksyon yo fèt nan delè ki fikse a. Kidonk, yo detèmine pou kenbe Enstiti a nan kriz epi konte sou garanti zanmitay nan Rektora a pou rete defakto nan tèt enstitisyon.

Nan sans sa a, STAIA ap mande tout pwofesè, etidyan ak manm pesonèl enstiti an pou rete vijilan pandan y ap kontinye mobilize pou demaske epi dejwe jwèt entimidasyon Pierre Buteau ap fè pou bloke pwosesis nòmalizasyon demokratik nan IERAH/ ISERSS. STAIA ap tou mande Konsèy Inivèsite an pou pran responsabilite l nan dosye sa yon fason pou evite yon lòt kriz.

Moun ki siyen pou STAIA, Renel Exentus.
1e jiyè 2013

Venezyela finanse 94% pwojè an Ayiti !

Nan lokazyon vizit prezidan venezelyen an, Nicolas Maduro nan peyi Ayiti, madi 25 jen pase a, prezidan ayisyen an Michel Joseph Martelly fè konnen 94% pwojè k ap reyalize jounen jodi a se lajan Petwokaribe a ki finanse yo. Savledi rès kominote entènasyonal la ki genyen : Etazini, Lafrans, Kanada, Bayèdfon yo ak fòs okipasyon LONI an, MINISTA kòm tyoul yo ta finanse sèlman 6% reyalizasyon pwojè yo nan peyi a kounye a. Donk si se pa t Venezyela ak Petwokaribe a, pifò pwojè yo pa t ap reyalize nan peyi a. Li klè jounen jodi a pou n fouyezo nan kalalou pou n chache konnen ki sa ki kache dèyè 2 tip koperasyon sa yo: koperasyon Nò/ Sid ak koperasyon Sid/Sid ?

Koperasyon Nò/Sid la se yon relasyon dominan/domine, kote gwo peyi enperyalis yo sèvi ak èd yo di y ap bay Ayiti pou domine l, antre bouch yo nan zafè politik peyi a, fè koudeta kidnapin jan yo vle, lè yo vle, okipe peyi a ak yon fòs okipasyon ki rele MINISTA k ap touye mas pèp la ak Kolera, fè yon ti gwoup moun fè richès yo sou do povrete mas yo, pandan mas yo ap jemi nan yon grangou wòz, kraze pwodiksyon nasyonal ak aplikasyon yon plan lanmò ki rele politik neyoliberal, privatize tout antrepriz piblik yo, lage plis pase 10 mil manman ak papa pitit nan chomaj epi voye peyizan yo al pran imilyasyon lòtbò fwontyè, kay vwazen, al touye tèt yo nan pran kanntè pou al chache lavi miyò. Donk se yon koperasyon ki pote plis mizè ak povrete pou mas yo, ki ankouraje kreyasyon plis bidonvil, kouwè Kanaan. Reyalite a klè kominote entènasyonal la ap kreye plis povrete an Ayiti pou l ka jistifye prezans li, epi domine sitiyasyon politik la nan peyi a.

Jean-Bertrand Aristide nan entwodiksyon liv li ekri ki rele : HAITI-HAITI ? Pwezi filozofik pou dekolonizasyon mantal èd kominote entènasyonal la pa janm nan enterè mas pèp la e li ekri : « Lajan sa yo pa la pou defann enterè majorite :

1- Prèske mwatye lajan Ayiti dwe bank etranje, se lajan ki te prete anvan eleksyon 1991 yo.

2- Nan lane 1991, Bank Mondyal te dakò pou prete Ayiti 37 milyon dola, men se sèlman 6 jou anvan koudeta 1991 lan, Bank lan dekese 30 milyon nan 37 milyon sa a.

Moun k ap reflechi oblije mande poukisa se sèlman 6 grenn jou anvan koudeta a Bank Mondyal te deside dekese kòb sa a. Kòm lè sa a, gouvènman Lavalas la ta depanse kòb la nan enterè pèp la, Bank lan kenbe l pou l bay poutchis yo kraze ni pèp la ni lajan an ak asosye yo. Kidonk, nou byen konprann poukisa Bank Mondyal te prete gouvènman Jan Klod Divalye a, 256 milyon plis yon lòt 158 milyon ki te al jwenn gouvènman militè nouvo kolon yo te mete apati ane 1986.

3- Aprè eleksyon 16 desanm 1990 yo, BID te dakò pou prete Ayiti sèlman 12 milyon dola meriken. Men se menm BID sa a ki te prete gouvènman militè yo 110 milyon anvan eleksyon 16 desanm 90 yo ; plis yon lòt 55 milyon dola meriken, pandan sèl grenn ane 1990 la menm. Rezon an byen klè: yo pito annafè ak gouvènman restavèk k ap pezesouse. Donk, bèl pawòl blòf se pou pèp la; e gwo mago lajan se pou vòlè piyajè.

4- Nan mwa novanm 2003, BID te dakò pou prete Ayiti 200 milyon dola, men an reyalite manman kòb la rive sèlman aprè kidnapin 29 fevriye 2004 la.

Rezon an byen klè ankò: lè se moun serye k ap fè depans kòb la

Suite à la page (16)



Si se pa t Venezyela ak Petwokaribe a, pifò pwojè yo pa t ap reyalize nan peyi a

Fanmi Lavalas dans le combat pour la mobilisation et le renforcement institutionnel!

Par Hervé Jean Michel

Le samedi 22 juin 2013, l'Organisation politique Fanmi Lavalas, à travers son Comité exécutif, sa Commission électorale, ses Coordinations départementales et ses Conseillers, a tenu une réunion d'importance à la Fondation Dr Aristide pour la démocratie. Cette réunion a eu lieu à un moment critique de la vie du peuple haïtien, ou les problèmes les plus épineux, qui affectent sa quotidienneté, sont loin d'être posés de manière responsable, voire dégager et espérer des solutions adéquates.

Des heures de réflexions et de débats ont entrainé les participants à creuser le drame du pays : la misère structurelle qui écrase le peuple, la faim, phénomène omniprésent dans toutes les conversations, la corruption, publiquement dénoncée par les citoyens, face à un Etat se déresponsabilisant de plus en plus dans sa mission d'une bonne gestion de la société, l'absence de politiques publiques aptes à résoudre ces problèmes et à conduire le pays dans la voie d'une véritable démocratie. Les participants ont aussi fait part de leurs préoccupations face aux multiples inondations, qui ont saccagé les départements du Nord-Est, Nord-Ouest et le Plateau Central, décapitalisant ces populations qui déjà vivaient dans une situation de précarité.

L'échec est flagrant, accablant, le pays doit se relever de ses ruines, C'est la conclusion de tous les participants ayant pris part à ces heures de réflexions et de débats sur la situation générale de notre pays.

FanmiLavalas ne s'était pas seulement fixé comme objectif au cours de cette réunion, d'analyser la situation générale du pays ; mais aussi de discuter et dégager des voies et moyens pour une large mobilisation, le renforcement et l'institutionnalisation de l'Organisation. FanmiLavalas, consciente de sa vocation d'accompagner le peuple haïtien dans la lutte qu'il mène pour parvenir à transformer ses misérables conditions de vie, en conditions dignes de tous les hommes, s'arc-boute sur la discipline, l'institutionnalision et la solidarité. Atteindre cet objectif exige, nécessite, l'éducation du peuple. Une éducation qui doit toujours passer par la réciprocité, la solidarité et la dignité.

C'est dans ce même esprit que la coordonnatrice, Dr Maryse Narcisse, invite tous les Lavalassiens à se solidariser avec les victimes de l'inondation qui a frappé différents départements. La philosophie qui conditionne la pratique et l'esprit de l'Organisation politique FanmiLavalas, se résume dans cette simple phrase: « Tout homme est un homme. » Philosophie qui pousse toujours à rechercher l'homme pour le valoriser, à quelque classe, groupe, statut social, condition économique, intellectuelle et politique qu'il appartienne. FanmiLavalas n'est jamais allé chercher l'homme au loin, elle le trouve toujours dans le creux de ses mains, toujours présent, toujours vivant, toujours à aider, toujours à aimer et toujours à parfaire. Sachant qu'il y a beaucoup plus en l'homme à faire vivre qu'à faire mourir, FanmiLavalas, advienne que pourra, s'embarque dans cette grande et périlleuse aventure : la construction de l'homme et de tout homme.

Au cours de cette réunion du samedi 22 juin 2013, à la Fondation Dr. Aristide pour la Démocratie, un point



capital a été débattu : les élections législatives partielles, municipales et locales en Haïti avant la fin de l'année 2013. La coordonnatrice a parlé de manière précise, il s'agit des élections démocratiques, libres, honnêtes et inclusives. Des élections au cours desquelles le peuple haïtien votera librement, sans aucune contrainte, sans tenir compte de l'appartenance politique, idéologique ou de fortune. Des élections au cours desquelles la meilleure formation politique, celle qui aura la confiance de la majorité de la population, gagnera. La coordonnatrice se souvient de l'exclusion de FanmiLavalas au cours des joutes de 2010 et de 2011, sous l'administration Préval, qui a usé toutes sortes de dilatoires pour parvenir à ses fins. «Nous prenons très au sérieux la question des élections. La mission de Fanmi-Lavalas est d'apporter l'appui aux revendications du peuple haïtien, surtout le phénomène de la vie chère et d'autres problèmes sociaux. Nous voulons construire une organisation politique solide, capable d'apporter une solution aux différents problèmes de la population, victime d'exclusion et d'injustice sociales. Nous sommes prêts à participer aux élections et FanmiLavalas croit que les élections doivent être organisées d'ici la fin de l'année 2013. »

Les participants à cette réunion et les militants venus soutenir l'initiative, ont accueilli avec ferveur la résolution finale lue par le Dr. Maryse Narcisse, Coordonnatrice de FanmiLavalas. Cette résolution a été largement diffusée sur les ondes de presque tous les médias de la capitale, notamment Radio Timoun, 90.9 FM stéréo et sur le **www.radioteletimoun.ht** . L'idée maitresse dégagée aussi, c'est la mobilisation qui doit motiver tous les lavalassiens et sympathisants à mettre le cap sur les élections pour les gagner largement. Il s'agit aussi de déployer une vigilance à toute épreuve, afin que ces joutes puissent être démocratiques, libres, honnêtes et inclusives. FanmiLavalas se prépare dans la réflexion, la clairvoyance, le travail sérieux et la concertation afin d'offrir au peuple haïtien des candidats sérieux, honnêtes et compétents, aptes à répondre aux multiples revendications du peuple haïtien.

Maryse Narcisse a été très claire et très précise à ce sujet. FanmiLavalas ne laisse rien au hasard et prend tout au sérieux. Ainsi, du 11 au 14 juillet 2013, se tiendra une université d'été à la Fondation Dr. Aristide pour la Démocratie. Cette université fournira l'opportunité d'une réflexion encore plus profonde, sur le comment aborder et résoudre le dramatique problème haïtien. Il s'agit aussi de préparer la date du 15 juillet, d'importance capitale pour tous les lavalassiens. A Cette occasion un diner de solidarité sera offert à la Fondation du Dr Aristide pour la démocratie.

FanmiLavalas a très bien compris que l'heure n'est pas au chômage de la pensée et de l'action. Il s'agit plutôt de creuser et de creuser tous les jours, le meilleur que faire, pour parvenir, à aider le peuple haïtien à se libérer des chaines qui entravent son cerveau, son corps, ses actions, dans sa tragique histoire. L'université d'été, on se le rappelle, une telle initiative a été prise l'année dernière, sera un moment fort pour FanmiLavalas, au cours duquel seront profondément posés les problèmes qui l'accablent, déstabilisant ses initiatives d'organisation politique majoritaire d'Haïti ; depuis les calomnies dont elle a été victime, en passant par toutes les guerres de basse intensité pour aboutir au coup d'Etat génocidaire des 29-30 Septembre 1991 et du kidnapping du 29 février 2004. FanmiLavalas répondra à cette épineuse question : les masses haïtiennes ne sont-elles pas, elles [aussi, héritières de l'idéal de 1804 ? Les minorités d'ici et d'ailleurs sont-elles effectivement maitresses des vies et des richesses d'Haïti ?

L'idéal de 1804 : Liberté, Egalité, Fraternité est-il mort avec l'assassinat de Dessalines, Père de la Patrie, lors du Coup d'Etat du 17 Octobre 1806 ? Le peuple haïtien, fils et héritier légitime des va-nu-pieds de 1804, n'a-t-il pas droit de cité, de vie sur cette terre acquise au prix de la sueur, de la souffrance, du sang et de la mort des déracinés d'Afrique ?

Aujourd'hui encore, a-t-il donc perdu ses droits véhiculés par l'idéal du 16 décembre 1990 : Justice, Transparence, Participation ?

L'Organisation politique se pose toutes ces questions et les pose, par la même occasion, devant la conscience de ceux qui se disent et se proclament maitres et seigneurs du monde. FanmiLavalas est une organisation politique s'inscrivant dans la tradition de fidélité dessalinienne et louverturienne, donc, dans la démocratie participative, dans laquelle, tous ont des droits et des devoirs. Car, tout homme est un homme !

Le projet de loi électorale a-t-il été acheminé à l'Exécutif ?

Depuis après le coup d'Etat-kidnapping du 29 février 2004 contre le président Jean Bertrand Aristide, démocratiquement élu, et malgré la présence physique de la communauté internationale à travers les forces d'occupation de l'ONU, les élections tardent toujours à se réaliser dans le pays. La date constitutionnelle prévue pour organiser les élections et celle de la rentrée en fonction des élus n'ont jamais été respectées. L'organisation des élections pose toujours d'énormes problèmes depuis l'administration de René Préval et les choses n'ont pas changé sous celle de Michel Martelly, qui, au moment de sa campagne électorale, plaidait en faveur de la rupture avec les vieilles pratiques.

Depuis son accession au pouvoir les mots changement et rupture ont plongé tous ceux qui restent toujours des naïfs dans un vain espoir. Aujourd'hui le président Martelly alias Sweet Micky s'est autoproclamé « chef suprême de la nation.» Ainsi, il voulait que les élections soient réalisées quand il le voudra bien ; il tire les ficelles du Collège Transitoire du Conseil Electoral Permanent (CTCEP) pour que les choses aillent dans la direction voulue.

Après le départ de 6 des 9 conseillers, le samedi 29 juin dernier pour le Mexique afin de participer à un atelier de travail relatif aux élections, personne ne sait où se trouve le projet de loi électorale qui devait être acheminé depuis le vendredi 28 juin au palais national. *« Nous avions pris publiquement l'engagement de transmettre la loi électorale à l'Exécutif vendredi dernier. Malheureusement cela n'a pas été fait, expliquant que le projet de loi n'avait pas pu être reçu vendredi au Secrétariat du Palais National, en raison de l'heure tardive de la transmission du document», selon Léopold Berlanger qui par ailleurs a déclaré que «les conseillers présents en Haïti, vont acheminer incessamment ce document à l'Exécutif... »*

L'Exécutif a-t-il déjà reçu ce projet de loi ? Ou est-t-il pris dans un embouteillage quelque part, attendant le retour du président de CTCEP, Emmanuel Ménard ? Est-ce des manœuvres dilatoires pour que les élections ne se réalisent pas cette année ? Tout cet ensemble de questions reste toujours sans réponse à 6 mois de la fin de l'année.

En guise de réponse, le conseiller électoral Me Néhémie Joseph a tenté d'apporter certaines explications quant aux difficultés auxquelles fait face le CTCEP à l'heure actuelle. Il a annoncé également que des zones de turbulence commencent déjà à faire leur apparition. Selon lui, le président de cet organisme électoral, Emmanuel Menard, avant de quitter le pays, avait confié ledit projet de loi à l'un de ses agents de sécurité pour l'acheminer le vendredi 28 juin au secrétariat du palais national. Il était environ 5 heures PM, quand le messager est arrivé au palais national ; apparemment il n'y avait plus personne pour le recevoir. Donc, ce lundi 1er juillet, il devait l'apporter à nouveau au palais national. Or, il se trouve que celui qui est chargé d'apporter le document au palais national est introuvable tandis que le secrétariat du président de CTCEP faisait savoir qu'on n'était pas au courant de cette démarche.

En attendant trois (3) conseillers qui devaient se rendre au Mexique disent attendre la confirmation de la réception de ce projet avant de quitter le pays. Il s'agit de : Néhémie Joseph, Léopold Berlanger et de Marie Carole Floréal Duclervil. Le projet de loi électorale est dans l'impasse. Alors qu'au Parlement, une commission bicamérale a été déjà constituée, attendant l'arrivée du projet de loi, si l'on croit le président du Senat, Simon Dieusel Desras. Les parlementaires attendent impatiemment ce projet de loi pour l'approuver, facilitant ainsi le déroulement des joutes électorales à la fin de cette année. Maintenant tous les yeux sont fixés sur le palais national qui, semblerait-il, constitue un obstacle majeur à l'avancement du processus électoral. Le conseiller Néhémie Joseph prévoit déjà des zones de turbulence qui vont perturber la bonne marche de l'organisme électoral. Le CTCEP se trouve pris dans le double jeu de l'international et de l'Exécutif. Pour le conseiller Léopold Berlanger, le CTCEP est dysfonctionnel et il y a 2 CEP à l'intérieur du CTCEP, l'un est dirigé par Emmanuel Ménard et l'autre par l'actuelle directrice, Gabrielle Hyacinthe.

De toute façon le CTCEP attend le vote de la loi électorale pour enfin déclarer la date de la réalisation des élections. En attendant on met les bouchées doubles dans l'élaboration du budget et l'évaluation des Bureaux Electoraux Départementaux (BED) pour faire démarrer la machine électorale qui, semble-t-il, est embrayée en marche arrière. Face à cette situation va-t-on vraiment voir se réaliser les élections cette année ? Dans le cas contraire, qu'arrivera-t-il au Parlement haïtien au début de l'année 2014 ?

La crise électorale est inévitable !



Léopold Berlanger Junior et Laurent Lamothe

Par Francklyn B. Geffrard

Le chef de l'Etat haïtien Michel Martelly s'inscrit en faux contre les allégations selon lesquelles son régime ne voudrait pas organiser les élections législatives partielles, municipales et locales à la fin de l'année. Dans une interview à radio Méga de Miami, M. Martelly tente de rassurer les secteurs concernés par la tenue de ces élections. Il a fait remarquer qu'un montant de 360 millions de gourdes a été décaissé au profit du Collège Transitoire du Conseil Electoral Permanent (CTCEP) pour la mise en branle du processus électoral.

Michel Martelly n'a pris aucun engagement quant à la tenue de ces élections à la fin de cette année tel que exigé par des partis de l'opposition et des organisations de la société civile. Au contraire, le chef de l'Etat, a même confirmé à demi-mot que les élections ne pourraient se tenir avant la fin de l'année. Il a notamment indiqué que, « si les élections se tiennent cette année, le pays aura à organiser des élections chaque année jusqu'en 2020. » Selon lui, financièrement, « le pays n'a pas les moyens pour faire face au rythme de toutes ces élections en série. » Ces déclarations du chef de l'Etat ne suscitent que des doutes et ne rassurent en rien. En fait, le président devrait être celui qui rassure tout le monde sur la tenue des élections cette année, même s'il n'a pas à déterminer le calendrier électoral.

Cependant, celui qui se présente comme le chef suprême des haïtiens semble oublier que les élections pour renouveler le tiers du Sénat devaient se tenir à la fin de l'année 2011, soit sept (7) mois après son arrivée au pouvoir. Michel Martelly qui s'exprimait en marge du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Zone Economique Petrocaribe (ZEP) tenu au Nicaragua la semaine écoulée, affirme vouloir œuvrer au renforcement des institutions du pays. En ce sens, il a déploré que son projet de Conseil Electoral Permanent (CEP) n'ait pas trouvé l'assentiment de tous les secteurs. Il estime que si le CEP a été créé, l'organisation du scrutin en question ne poserait aucun problème. Mais, ce qu'il a omis de souligner c'est que la Constitution de 1987 prévoit la formation d'un Conseil Electoral Permanent de neuf (9) membres et non de six (6) membres.

Certains secteurs influents de l'opposition croient que le régime « Tet Kale » est en train de se moquer des haïtiens quand il parle de renforcer les institutions nationales. Selon le coordonnateur national de l'Organisation du Peuple en Lutte (OPL) Sauveur Pierre Etienne, le renforcement institutionnel passe par le respect de la Constitution. M. Pierre-Etienne qui s'exprimait à l'émission « Ranmase » de Radio Caraïbe à Port-au-Prince, estime que le renouvellement du tiers du Sénat à temps participe aussi du mécanisme du renforcement institutionnel.

Jusqu'ici le flou persiste quant à l'organisation des compétitions électorales. Aucune date ni calendrier électoral n'a encore été choisi par le CTCEP qui est chargé de la réalisation du scrutin. Par contre, ce qui est certain, c'est que si les élections n'ont pas lieu cette année, le pays plongera inévitablement dans une crise électorale sans précédent. Il est impératif que le deuxième lundi de Janvier 2014 dix (10) nouveaux sénateurs élus régulièrement prennent fonction au Sénat à cette date pour combler les postes vacants depuis le huit (8) Mai 2011.

A ce niveau, l'incertitude des secteurs concernés par les élections continue de grandir. Ils ne voient pas comment le pouvoir peut réaliser en six (6) mois ce qu'il n'a pas pu faire en plus d'un an. Si ces élections sont organisées cette année dans le contexte actuel, elles risquent d'être bâclées. Un scrutin mal planifié ne peut que déboucher sur une crise électorale. De même, ne pas organiser ces joutes électorales conduira à la persistance du vide créé au Sénat de la République qui est amputé d'un tiers de ses membres. C'est un vrai dilemme pour le pouvoir qui se veut garant des institutions démocratiques. Et la classe politique qui s'endormait depuis plus d'un an que ces élections n'avaient pas eu lieu, se trouve aujourd'hui devant un fait accompli. Elle se résout à attendre que la crise éclate pour entrer en scène. L'opposition pourra sans doute en tirer profit. Mais à quel prix ?

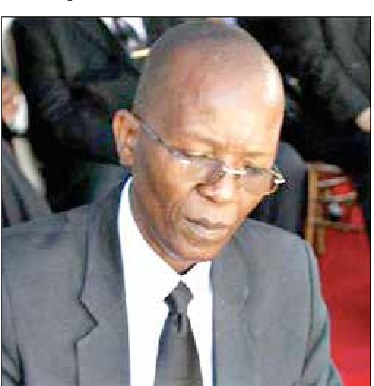
L'organisation des législatives partielles, municipales et locales est une exigence constitutionnelle et démocratique. La construction de l'Etat de droit et de la démocratie doit passer nécessairement par la mise en place d'institutions fortes et le respect scrupuleux des normes. Déjà, le spectre du constat de la caducité du Sénat hante les esprits. Parlementaires et leaders de l'opposition crient au scandale et mettent l'exécutif en garde contre tout renvoi du grand corps. Une telle démarche serait une violation flagrante de la Constitution, soulignent-ils. Mais que de fois la Constitution a été violée et qu'aucune action légale concrète n'a été initiée contre les violateurs, rétorquent ceux qui soutiennent le renvoi du Sénat! Ils s'appuient, en ce sens, sur la décision prise en 1999 par le président René Préval qui avait constaté la caducité de la chambre basse. Le contexte était différent de celui d'aujourd'hui, mais c'était une violation. Parce que d'autres gouvernements avaient violé la Constitution ; mais n'autorise personne à reproduire les erreurs du passé. Quand sortira-t-on de ce cercle d'impunité ?

Parallèlement, le CTCEP semble être en proie à des dissensions internes

Suite à la page (15)



Quelques membres du Collège Transitoire du Conseil Electoral Permanent (CTCEP) au Mexique



Néhémie Joseph

Haïti-Energie : Un E à l'oral



Le bâtiment de l'EDH

Par Isabelle L. Papillon

En matière de physique, E est le symbole de l'énergie et l'énergie joue un rôle important dans la vie de la population. Haïti possède une superficie de 27,750 km carré et plus de 10 millions d'habitants. Seulement 24% du territoire bénéficient de l'électricité à peine 5 à 6 heures de temps par jour. Le Premier ministre Laurent Lamothe avait annoncé dès le début de l'année en cours que le pays allait bénéficier de l'électricité 24/24 «dans les 6 prochains mois», soit en ce mois de juillet. Savait- il de quoi il parlait réellement ? Le directeur général adjoint de l'EDH, l'ex-syndicaliste Duckens Raphael a, de son côté, fait savoir qu'on allait travailler à faire de ce rêve une réalité, et ça s'arrête là.

L'EDH, une entreprise publique a le monopole de distribution de l'énergie électrique sur toute l'étendue du territoire. Mais, pour la distribution de 24% du territoire, la compagnie a dû recourir à trois autres fournisseurs (SOGENER, HAYTRAC, et E- POWER) pour compléter l'insuffisance des centrales de l'EDH à Carrefour et à Péligre. Les zones métropolitaines de Port-Au-Prince ont consommé 120 à 140 mégawatts d'électricité par mois. L'EDH accumule une dette de 60 millions de dollars US. L'un des fournisseurs, E-POWER qui a la capacité de vendre à l'EDH 30 mégawatts par mois a été contraint d'éteindre ses moteurs depuis le 19 juin dernier, par faute de l'EDH de ne pas honorer ses dettes qui s'élèvent à 20 millions de dollars US, pour la période allant de février à juin 2013.

Les autorités du pays demandent la renégociation des tarifs des fournisseurs, alors que ceux-ci disent pas question : « Mezi lajan w mezi wanga w. » Entretemps le pays plonge dans le noir et l'Etat a investi 1.5 millions de dollars dans un projet de lampadaires dans certaines rues de la capitale. Les observateurs avisés disent que ce projet n'a d'autre objectif que permettre à des proches du pouvoir tètkale de s'enrichir au grand dam de la population.

La Banque Mondiale vient d'accorder un don de 20 millions de dollars en appui à l'exécution du budget, à la passation des marchés publics et au renforcement du secteur de l'électricité. Cet accord a été paraphé le jeudi 27 juin dernier à Port-Au-Prince entre l'envoyé spécial de la dite banque, Alexandre Abrantes et le ministre de l'Economie et des Finances, Wilson Laleau. Le gouvernement haïtien veut engager le dialogue pour renégocier les tarifs avec les fournisseurs d'énergie électrique. La directrice générale de l'EDH, Andresse Apollon, a indiqué au début de la semaine dernière que les ministères de l Economie et des Finances, des Travaux Publics et de l Energie ont lancé le processus en vue de la création d'une commission interministérielle chargée de renégocier les contrats avec les trois fournisseurs Haytrac, Sogener et E Power. Les autorités haïtiennes ont dénoncé les tarifs trop élevés des fournisseurs haïtiens ce qui contribue à augmenter la dette de l'EDH. L'entreprise publique traine une dette de 60 millions de dollars, indique Mme Apollon qui dit avoir hérité d'une situation difficile.

Elle a expliqué que l'EDH ne peut consacrer que 20 % (1 million de dollars)de ses recettes mensuelles au paiement des fournisseurs. En outre le Trésor Public accorde à cette institution une subvention mensuelle de 5 millions de dollars, portant l'enveloppe à 6 millions de dollars. Cependant la facture des 3 fournisseurs est de 12 millions de dollars par mois. La directrice de l'EDH fait remarquer que la dette de 60 millions de dollars s'échelonne sur les 10 derniers mois.

What Lies Behind the Arrest of Martelly-Confidant Jojo Lorquet?

Was he previously involved in money laundering with Martelly? Is this the beginning of a larger round-up and more revelations?

by Kim Ives

Outlandish television host Joseph "Jojo" Lorquet is one of the Haitian president's closest friends and was a New York promoter who booked "Sweet Micky," the chief of state's former musical stage persona, in cities around the U.S. for almost two decades.

"Nobody is closer to Michel Martelly than Jojo Lorquet," Lorquet told *Haïti Liberté* in a Brooklyn restaurant in December, shortly before he returned to Haiti to work in the Haitian First Lady Sofia St. Rémy Martelly's *Aba Grangou* program, a supposed anti-hunger campaign. "Anything he's going to do, I'm the first to know."

But today Lorquet sits in a jail cell in the Canapé Vert police station in Port-au-Prince, charged with selling forged Haitian government badges for as much as $1,500 each. Also implicated in the falsified ID scam is another Haitian media figure, journalist and radio host Konpè Mòlòskòt (Ernest Laventure Edouard), who was posing as the General Coordinator of the Customs and distributing fake badges to supposed employees, according to Radio Kiskeya. However, Government Prosecutor Lucman Délille told Kiskeya that Mòlòskòt was no longer employed by the Customs, his contract as a Communication Advisor for the agency having not been renewed when it expired on Sep. 30, 2012. It is unclear from conflicting reports whether Mòlòskòt is in police custody. Police sources reached by *Haïti Liberté* also did not know.

An investigating judge arrested Lorquet on Jun. 29, according to a family member. According to Scoop FM's Gary Pierre-Paul Charles, the police also arrested President Martelly's chauffeur.

According to a source close to the Martelly family who wants to remain anonymous, Lorquet and Martelly both worked as "mules" in the early 1990s carrying money for Charles "Bébé" St. Rémy, Martelly's father-in-law, who allegedly worked with convicted drug kingpin Jean Eliobert Jasmé, also known as ED-1 or Eddy One.

Lorquet and Martelly, according to the source, would allegedly take the money obtained from cocaine sales to the home of Marjory Pierre-Louis, Eliobert's girlfriend, who had a house on Summit Boulevard in West Palm Beach in Florida. (The source claimed not to know if Lorquet or Martelly had any role in smuggling or selling the drugs.) At Marjory Pierre-Louis' house, the money would be wrapped in aluminum foil (to thwart x-rays) and then transported in suitcases back to Haiti by Marjory's brother, Mozart Pierre-Louis.

"Jojo Lorquet and Michel Martelly would bring money to the house on Summit Boulevard, and then Mozart would wrap it in aluminum foil and carry it to Haiti in a suitcase," the source told *Haïti Liberté*, which has been unable to contact Marjory Pierre-Louis, despite repeated attempts, to confirm the story.

The relationship between Lorquet and Martelly became so close, both in *konpa* music and possibly in money-laundering, that Lorquet says his child even called Martelly "Uncle Micky." But the two had a very public falling-out after Martelly became president in a controversial and illegal election on Mar. 20, 2011.

On his cable television program, Exit Entertainment, Lorquet called Martelly the "first Judas" who had "gone on the radio to lie about me." As he became more and more agitated, Lorquet called Martelly "a true scoundrel, a true thief, a liar, a shameless person."

"You are a 'has-been'," Lorquet declared to Martelly. "That's your life: manipulating people."

However, the two apparently had a reconciliation at some point during 2012. In a September 2012 television show, Lorquet heavily praised Sofia Martelly's *Aba Grangou* (Down with Hunger) program, paid for with money from the sale of Venezuelan oil under the PetroCaribe plan, as "a program which is helping to develop Haiti."

He said the program "gives people food to make sure that they eat each day and it sells them potable water." He declared that "we are not political, but we deal with our dear Haiti where work is being done. We must applaud that work." Many criticize *Aba Grangou* as a purely demagogic and token program, laced with corruption. Senator Moïse Jean-Charles claims the agency doesn't even have an office or an address.



TV host Jojo Lorquet (above), a close friend of President Martelly, is presently in jail for allegedly forging government IDs and trafficking guns

Three months later, Lorquet was working for *Aba Grangou*, distributing food in Cité Soleil and other Port-au-Prince slums.

"I would see him at noon giving food out of a car to a line of people near the airport," said Giroboam "Geronimo" Raphael, a New York-based Haitian record producer who helped make "Sweet Micky" a popular act. "I was at the president's house about two months ago, and I saw Jojo there. I don't know what his title was. He may have just been there as a friend, but he was there all day, from 11 am to 6 pm. I kept asking myself how did he get to that level of access?"

But it seems that Lorquet was pretending to have more power than he actually did, or abusing what he had. He is now charged with "usurping a title" and with forging official badges and trafficking in arms.

"I was in Haiti two months ago and heard rumblings of some things that Lorquet was up to," wrote Garry Pierre-Pierre of the Haitian Times this week. "I was troubled on many fronts because of his close relationship with the president... Some unsavory characters are part of the entourage, but in most cases, these people are kept at a long distance from the center of power so that the president can honestly deny anything untoward that happens."

"In the Jojo Lorquet case, that will be difficult," Pierre-Pierre continues. "All you have to do is look in the background of President Martelly's entourage, and you see some of these people. They hold no official position but they're driven around with security details made up of police officers. Since his inauguration two years ago, Martelly has yet to meet with Obama during his trips to the UN [General] Assembly and other hemispheric heads of state conferences. Martelly has not received an invitation to Washington for a sit-down with his American counterpart as had his predecessors. We need to ask ourselves why."

It seems likely that Washington is aware of Martelly's checkered past and question whether it is really behind him.

"Jojo was visiting the States a couple of weeks ago, but was warned by Gamal Augustin, Assistant Director of RTNH, not to return to Haiti because he would get arrested," reported the website Haitianbeatz.com. "Jojo ignored this warning and was detained upon his arrival at the airport in Haiti."

As news of Lorquet's arrest began to spread, Haitian radios also began to report on Jul. 2 that Investigating Judge Maximin Pierre arrested a man named Sherlton Sanon as the would-be triggerman in a plot to assassinate Deputies Levaillant Louis Jeune and Sorel Jacinthe. The author of the plot? Former Senator Joseph Lambert, a close advisor to President Martelly. Lambert is now also under investigation and risks arrest.

After his arrest, Sanon denounced "a network of criminals composed of businessmen and policemen, current judges and parliamentarians specializing in drug-trafficking, kidnapping, and murder," reported ToutHaiti.com. "He above all singled out Senator Edwin Zenny (Edo Zenny)," who is another very close associate of President Michel Martelly.

One thing is sure: there is no solidarity among thieves. If Martelly chooses not to intervene to get Lorquet off the hook, it is likely Lorquet will once again view him as the "first Judas" again. Revelations about their past history, both 20 years ago and more recently, are likely to ensue.

Entretien avec James Petras !

Par José Antonio Gutiérrez D. (JAG) et Eliecer Jiménez Julio (EJJ)

« En Colombie la lutte pour la terre et pour la justice sociale constitue l'axe du conflit et de son éventuelle résolution »

Vendredi 31 Mai, nous avons eu le plaisir de réaliser une interview téléphonique avec le sociologue usaméricain James Petras au cours de laquelle nous avons abordé les aspects complexes du processus de paix en Colombie.

Ce processus offre une occasion historique de mettre sur le tapis les causes structurelles qui ont déclenché historiquement la violence de classe, mais ce processus se heurte à des ennemis tenaces, de l'impérialisme à l'oligarchie, avec son manque de volonté à faire des concessions significatives ou à les mettre en pratique. La récente visite de Capriles a constitué un point crucial dans ce débat ouvert et dans le sens à lui donner, car Santos joue un double jeu en parlant d'un côté de fraternité et d'un autre côté faisant alliance avec les putschistes ; tout en parlant de paix, il renforce l'armée et cherche des alliances avec l'OTAN ; alors qu'il demande à la guérilla de faire des gestes, il continue à bombarder, tout en poursuivant des dirigeants populaires, il mène une campagne médiatique typique de la guerre sale pour diviser le camp populaire. Les réflexions de Petras sur le modèle de paix irlandais et ses différences clé avec l'éventuelle paix dont a besoin la Colombie méritent une mention spéciale - bien au-delà de certains aspects méthodologiques (cessez-le-feu, processus intégral, agenda ouvert), il est important de prendre en compte les différences fondamentales entre les deux conflits et la dynamique propre à la lutte de classes en Colombie. Ces réflexions ont pour cadre la visite récente qu'il a effectuée en République d'Irlande.



la rencontre entre Santos (à droite) et (à gauche) Capriles, un putschiste qui ne reconnaît pas le gouvernement vénézuélien mérite une mention particulière.

Voici l'interview d'une personnalité de premier ordre de la gauche internationale qui apportera de nouveaux éléments au processus que traverse la Colombie, qui a besoin que les mouvements populaires prennent la tête et renforcent leurs liens pour converger vers la solution politique au conflit social et armé.



Il n'y a pas de rupture entre Santos et Uribe, il n'y a qu'un changement de style, avec davantage de diplomatie, il est moins frontal qu'Uribe

JAG/EJJ : Vous avez suivi les évènements politiques latino-américains depuis plusieurs décennies. A ce titre, vous avez assisté à la résurgence des mouvements populaires dans la région et les projets de transformation sociale. Dans ce contexte, comment évaluez-vous les discussions que l'insurrection et le gouvernement colombien mènent à La Havane ?

James Petras : En premier lieu, nous devons reconnaître que le fait que le gouvernement ait accepté de négocier avec l'insurrection est un pas positif. En second lieu, le fait que tous deux aient mis en place un agenda afin de discuter des mesures concrètes, positives, est un élément précieux. En troisième lieu qu'il y ait un engagement et des consultations en direction des mouvements populaires pour recueillir leur avis sur les thèmes de l'agenda, sur les réformes, est un autre aspect positif, d'autant plus encore si nous comparons ce processus avec l'Amérique Centrale où les guérilleros ont négocié à huis clos, excluant les mouvements populaires. En dernier point le fait que le gouvernement ait dit être disposé à résoudre les problèmes du monde rural est aussi positif.

Il y a cependant plusieurs problèmes dont nous devons tenir compte, comme le fait que le gouvernement poursuive la militarisation de la campagne, qu'il continue de réprimer les paysans, en les assassinant, les faisant prisonniers ou disparaître comme depuis toujours. Tout ceci prouve qu'il y a continuité avec le passé d'Uribe… il n'y a pas encore de rupture. Le fait que le gouvernement colombien continue avec les bases militaires, avec l'aide usaméricaine est préoccupant et très contradictoire avec les efforts pour résoudre le conflit. Finalement, nous devons dire que la militarisation de la campagne est incompatible avec les réformes du monde rural parce que les militaires et les paramilitaires continuent de réprimer et d'assassiner des Afro-colombiens, des indigènes, des paysans? en faisant disparaître presque quotidiennement des gens…

La nouvelle de la rencontre entre Santos et Capriles, un putschiste qui ne reconnaît pas le gouvernement vénézuélien mérite une mention particulière. Cela démontre qu'il y a un vrai manque de sérieux, c'est mauvais signe. Il y a eu un accord avec le Venezuela dans lequel on a reconnu la légitimité de ce gouvernement et ce sont des prémisses pour l'avancée du processus.



James Petras

L'autre point, ce sont les autres aspects dont nous devons tenir compte : dans les négociations, rien ne montre que l'oligarchie va prendre en considération la grande concentration des terres. Ils proposent la redistribution pour des paysans déplacés, ils offrent des terres non cultivées aux frontières pour les paysans sans terre… autrement dit, la clef, ce sont les grandes terres fertiles et irriguées aux mains de l'agro-business et il n'est pas clairement dit que cela fasse partie des négociations… ces terres de l'oligarchie commerciale, on n'y touche pas…

Je dirai finalement que le gouvernement colombien est en train de jouer un double jeu dans tout ce processus: d'une part, ils parlent de solution négociée tout en poursuivant la militarisation, ils parlent de coopération avec le Venezuela tout en soutenant les putschistes ; ils parlent de réforme agraire et font disparaître des militants paysans ; tous ces éléments posent question sur tout le processus et sur la façon dont il peut avancer. Parce que le gouvernement a une politique à double face, il a en réalité deux politiques : il parle de paix et poursuit sa politique de répression, cela ne satisfait ni les FARC ni le Venezuela, ni aucun observateur objectif. La Colombie doit abandonner la voie militaro-putschiste et parier sur la paix, ou on court à la rupture… malgré tout l'optimisme naïf, il n'y a pas de rupture entre Santos et Uribe, il n'y a qu'un changement de style, avec davantage de diplomatie, il est moins frontal qu'Uribe. Cependant aucun des deux ne veut des réformes, ils souhaitent un peu d'ouverture politique pour les guérilleros et oublier les millions de paysans déplacés et dépouillés de leurs terres.

JAG/EJJ : Comment analysez-vous la visite de Capriles en Colombie? Croyez-vous que sa rencontre avec Santos soit une maladresse diplomatique de sa part ou cela cache-t-il d'autres intentions politiques ?

James Petras : Capriles est l'expression de la politique des USA, lesquels mènent une politique d'intervention dans la région. Les USA, pour leur part, souhaitent la négociation avec les FARC, mais seulement pour désarmer les guérilleros et le mouvement populaire, et obtenir la sécurité pour les grands investissements en ressources primaires, particulièrement dans les secteurs minier et pétrolier. D'autre part, Biden, le vice-président US, dit qu'il est positif qu'on négocie, mais la question est de savoir sur quelles bases… Santos suit la ligne du président usaméricain, qui consiste à obtenir des concessions politiques sans justice sociale.

Capriles fait partie du plan de déstabilisation du Venezuela, il a voyagé dans toute l'Amérique Latine, réuni toute la droite sur tout le continent, cherché des points communs, ce qui indique que les USA préparent une contre -offensive. Le fait que Santos participe à un sommet avec le chef de la politique interventionniste usaméricaine est un signe qu'il n'a aucun intérêt à la coexistence pacifique avec le Venezuela…et comme le dit Diosdado Cabello, cela tend à faire dérailler le processus de paix. Capriles cherche aussi à utiliser la Colombie comme un tremplin pour soutenir les putschistes à l'intérieur parce qu'ils n'ont pas de soutien interne au Venezuela, Washington est très occupé au Moyen-Orient, donc la Colombie va jouer un rôle clef. C'est comme un triangle, Washington-Bogota et la contre-révolution au Venezuela. Il s'agit là d'un triangle néfaste et c'est le point d'une possible rupture à tous niveaux, non seulement pour l'amélioration et la normalisation des relations…il pourrait également y avoir une rupture des négociations à la Havane qui conduirait à une remilitarisation. Washington cherche l'erreur entraînant la rupture pour se faire passer pour ceux qui sont favorables à la démocratie et la paix et pour que les médias rejettent la faute sur le Venezuela et les révolutionnaires de l'éventuel arrêt du processus.



Les USA peuvent soutenir Santos pour que les FARC présentent des candidats et forment un parti, mais rien de plus

JAG/EJJ : Nous sommes donc selon vous dans une phase critique pour les discussions? Croyez-vous que la position de Maduro de revoir sa participation à La Havane puisse donner des arguments à Washington pour favoriser une politique plus agressive contre la solution négociée ?

James Petras : Il existe une volonté de relancer la guerre froide entre la Colombie et le Venezuela, en effet, ce n›est pas un candidat de droite défait qui a été reçu par Santos. Le Capriles qu'a reçu Santos est un putschiste qui a lancé une campagne violente après les élections, qui remet en cause les résultats démocratiques de ce processus, qui consulte en permanence Washington pour déstabiliser le Venezuela. Capriles n'est pas n'importe quel candidat. Celui avec qui Santos s'est réuni, est quelqu'un qui dans un autre pays moins démocratique, serait emprisonné pour délinquance politique. Il est mêlé à plusieurs projets de déstabilisation.

Le gouvernement colombien, avec cette attitude extrémiste à vouloir rencontrer Capriles, va devoir faire de petites concessions pour améliorer son image : il a déjà proposé de vendre davantage de produits alimentaires au Venezuela à cause de la pénurie que connaît ce pays, mais ne parle pas du sabotage des sympathisants de Capriles. La Colombie offre de la nourriture, mais il serait préférable qu'elle cesse de soutenir ceux qui sont les responsables du désapprovisionnement… La Colombie dira que la réunion avec Capriles était une réunion sans grande importance, informelle, mais le fait est que tous les médias l'ont couverte, Washington lui fait beaucoup de publicité… dire qu'il ne s'agissait là que d'une visite protocolaire n'est pas très convaincant…

JAG/EJJ : Votre vision est très inquiétante. Pensez-vous que l'incident avec Capriles puisse faire capoter les négociations de paix ?

James Petras : Le Venezuela a déjà appelé le représentant de La Havane pour consultation avant les négociations, mauvais signe face à l'émergence de ce doublé Capriles-Santos de cette semaine. Le prochain pas sera la discussion sur la meilleure façon de réagir. Au Venezuela, on ne peut passer outre le fait qu'il ne s'agissait pas là d'une simple réunion, il existe des accords qui ne sont pas publiés, des accords commerciaux, politiques… mais la reconnaissance seule par Santos de ce délinquant est déjà très grave.

Cependant, les Cubains ne vont pas faire pression sur le Venezuela pour qu'il se retire, en effet Cuba est très engagée dans le processus de paix. Je crois que le Venezuela reviendra assister aux sessions pour voir quelle sera l'évolution, les rapports de la Colombie avec l'opposition interne… Si le problème perdure, il peut mener à la rupture, car dans la conjoncture actuelle tout est possible, tout peut arriver. C'est maintenant le moment de faire une pause dans la réflexion, et je crois que le Venezuela passe déjà la balle dans le camp de la Colombie pour voir comment ils vont rectifier et corriger le tir. S'ils continuent à défendre leur position, cela pourrait tout gâcher.

Comment les FARC vont-elles agir maintenant si le Venezuela retire sa représentation, c'est un autre problème. Ce sera difficile que les FARC poursuivent les négociations avec comme garants le Chili de Piñera et la Norvège de l'OTAN …ce serait très déséquilibré, au-delà de la présence de Cuba, il est difficile de poursuivre le processus ; cela remettrait en question les négociations…Je crois qu'ils n'approuvent pas pour leur part ce rapprochement avec Capriles et ils discutent en ce moment des prochaines étapes. Ils doivent prendre en compte également les preuves de mauvaise foi de Santos dans leurs analyses. Dans ce scénario, les pressions exercées par la Colombie pèsent beaucoup, les rassemblements populaires, les manifestations démocratiques qui réclament un accord politique, avec justice sociale, sont cruciales. Que le Pôle Démocratique Alternatif ait critiqué Santos, en disant qu'il sabote le processus de paix avec cette réunion, est un élément qui pèse en interne et les FARC prennent actuellement en compte tous ces éléments et prendront des mesures face à cette situation délicate.

Suite à la page (16)

Compañera Laura Bonaparte !

Par Claude Mary

Figure de proue des Mères de la Place de Mai, Laura Bonaparte nous a quittés, dimanche 23 juin, après 88 ans d'une vie de combat pour la vérité et la justice, traversée par une « douleur sans nom », par de grandes amitiés, des éclats de voix et de rires, et une joie de vivre jusqu'à ces derniers moments.

Lors de notre première rencontre en 1998, elle m'avait parlé pendant presque une heure, de son histoire. Pour avoir lu des articles d'elle, j'en connaissais des fragments. Mais je n'avais alors certainement pas mesuré l'ampleur de la tragédie de sa vie, une seule vie et tant d'épreuves.

J'étais jeune journaliste en Argentine, portée par un enthousiasme dans la découverte d'un pays immense et venait d'être contactée par une maison d'édition pour écrire l'histoire d'une femme argentine en relation avec celle de son pays.

L'histoire de Laura Bonaparte puise ses racines dans la Province d'Entre Ríos, à Concordia où elle est née en 1925, puis à Paraná où son père, Guillermo Bonaparte, socialiste, est nommé juge. Chargé de réformer l'institution judiciaire, il entreprend aussi de remodeler la prison, qu'il débarrasse de ses hauts murs et grilles. Il cherche à humaniser le milieu carcéral en y ouvrant des ateliers d'apprentissage. Laura, sa mère et ses sœurs y donneront ainsi des cours d'alphabétisation et de cuisine. Pour l'adolescente de 13 ans, c'est un temps fort de sa vie, aux côtés d'un père intègre et humaniste. C'est là qu'elle forge sa conscience politique et sociale. Puis lorsqu'elle se marie à un jeune biochimiste, elle découvre en même temps la capitale où naissent ses quatre enfants, tandis qu'elle mène de front des études de psychologie.

Autre temps fort d'épanouissement professionnel, dans les années 70, lorsqu'elle travaille dans l'hôpital-école de Mauricio Goldenberg, l'un des plus prestigieux psychiatres de l'époque. Mais c'est à la veille des années de plomb et ses enfants, tous alors engagés politiquement, sont inéluctablement rattrapés par la répression. Luis, journaliste, l'aîné de la fratrie, s'est exilé à Mexico avec sa famille. Mais sa fille, Noni, est assassinée en décembre 1975. Désespérés, Laura et son mari intentent alors un procès aux Forces Armées mais vient le coup d'Etat du 24 mars. Au plus fort de la dictature, trois de ses enfants et leurs conjoints, son mari, sont « disparus » par la Junte du général Videla. « Tu sais, ma vie est démesurée. Moi seule, je ne pourrais pas la narrer », me confiait Laura, lors d'un premier entretien. Et mes questions : mais comment as-tu résisté ? Où ? Sa réponse rassemblée en un mot : solidarité. A Mexico, « son refuge » selon les mots de son amie, la journaliste et écrivaine Stella Calloni qui écrit dans le quotidien La Jornada cette semaine : « Elle s'était construit un foyer avec ces couleurs et souvenirs mexicains qui font partie de la vie de tous les exilés qui passèrent par cette nation. »

Solidarité des femmes mexicaines, des féministes françaises qui la soutenaient. Et la solidarité que Laura elle-même manifestait en retour aux réfugiés d'Amérique centrale, avec Amnesty International. Elle fait campagne pour que la « disparition » soit reconnue comme crime contre l'humanité. De retour en Argentine en 1985, elle intègre le Mouvement des Mères de la Place de Mai, toujours en première ligne sur le front des manifestations, soutient les mouvements féministes, celui des travestis. Elle continue de donner des conférences, écrit un roman, des contes qui sont portés au théâtre. « Cohérence dans l'action politique, dans la psychanalyse, dans la solidarité, dans les droits de l'homme, dans l'amitié » lui rend hommage l'écrivain Tununa Mercado, qui l'a connue dans l'exil mexicain. Autre hommage à Buenos Aires, celui de Martín Fresneda, secrétaire d'Etat aux Droits de l'Homme pour qui « la douleur que nous ressentons au départ de notre compañera, nous le transformerons en espoir, pour la garder dans notre souvenir et continuer sa lutte ».


Laura Bonaparte

Organisée par ses amis et proches du Mexique, une cérémonie d'adieu aura lieu lundi 1er juillet, à Mexico, à 18h30, à la Maison-Refuge Citlaltépetl.

Claude MARY para El Correo depuis Buenos Aires

El Correo 28 juin 2013

Message des 5 au peuple des Etats-Unis

Par René Gonzalez, Ramón Labañino, Fernando Gonzalez Llort, Antonio Guerrero et Gerardo Hernández.



Nous sommes cinq Cubains loyaux envers notre peuple. Pendant 33 mois et 5 jours nous avons supporté l'enfermement rigoureux dans les cellules d'une prison d'un pays étranger dont les autorités sont hostiles au nôtre. Nous avons été jugés au terme d'un long et scandaleux procès, au cours duquel ont été utilisés des procédés, méthodes et objectifs à caractère éminemment politique, le tout sous un déluge de propagande mal intentionnée et frauduleuse. Aussi, avons nous décidé de nous adresser directement au peuple Nord américain pour lui faire savoir que nous avons été victimes d'une colossale injustice.

Nous avons été accusés d'avoir mis en péril la sécurité des Etats-Unis, on nous a imputé de lourdes charges, y compris des délits comme la conspiration en vue d'assassinat, lesquels, du fait de leur fausseté, n'ont été ni ne seront jamais prouvés, et pour lesquels nous avons été condamnés à des décennies de prison, voire à perpétuité.

Un jury constitué à Miami, ceci explique cela, nous a déclarés coupables de toutes les charges qui nous ont été imputées.

Nous sommes des patriotes cubains qui n'avons jamais eu la moindre intention de nuire aux valeurs du peuple nord américain, ni de porter atteinte à son intégrité ; toutefois, notre petit pays, qui héroïquement a survécu pendant 40 années à des agressions et des menaces contre sa sécurité, à des plans de subversion, des sabotages, et à la déstabilisation interne, a le droit de se défendre de ses ennemis qui depuis le territoire nord américain planifient et financent de violentes actions terroristes, violant leur propres lois internes qui interdisent de tels actes.

Nous avons droit à la paix, au respect de notre souveraineté et de nos intérêts les plus sacrés.

Nous avons vécu dans ce pays plus de quatre ans, et nous nous sommes toujours demandé pourquoi nos deux peuples ne pouvaient vivre en paix, pourquoi les intérêts mesquins d'une extrême droite, voire de groupes ou organisations terroristes d'origine cubaine, pouvaient raréfier l'atmosphère entre nos deux peuples qui, par leur proximité géographique ont la possibilité d'entretenir des relations de respect mutuel et d'égalité.

Pendant nos jours passés en prison, nous avons réfléchi à notre conduite dans ce pays, et nous réaffirmons notre plus intime conviction qu'à travers notre attitude et nos actions nous n'avons pas transgressé ni mis en péril la sécurité du peuple nord américain, mais qu'au contraire, nous avons contribué d'une certaine manière à mettre à jour des plans et actions terroristes contre notre peuple, évitant la mort de citoyens innocents, cubains et nord américains.

Pourquoi faut-il que des patriotes cubains soient obligés d'accomplir l'honorable devoir de protéger leur pays loin de leurs familles et des êtres qui leur sont les plus chers, et dans l'impossibilité de jouir de la convivialité quotidienne de leur peuple ?

Pourquoi les autorités des Etats-Unis tolèrent-elles les atteintes contre notre pays, ne recherchent ni n'adoptent de mesures contre les plans terroristes que Cuba a dénoncés, ni n'évitent les nombreux plans d'attentats contre nos dirigeants ?

Pourquoi les auteurs avoués

Suite à la page (15)

Lettre de juillet à Obama !

Par Jacqueline ROUSSIE

Monsieur le Président Obama
1600 Pennsylvania Avenue N.W.
Washington DC 20500
USA

Monsieur le Président,

Une découverte macabre a été faite il y a deux mois dans la commune argentine de Virreyesú. Les ossements humains, retrouvés dans un baril de ciment, ont été identifiés. Il s'agit des restes du diplomate cubain Jesús Cejas Arias, disparu en août 1976 sous la dictature de Jorge Varela. Cet homme avait disparu en même temps que son collègue Galañena Hernández. Les restes de Galañela Hernández avaient été retrouvés et identifiés en 2012. Ils se trouvaient aussi dans un baril de ciment.

Ces deux jeunes diplomates Cubains de 22 et 26 ans avaient été séquestrés dans le centre clandestin de l'Opération Condor de Buenos Aires, Automotores Orletti. Votre concitoyen Guillermo Novo Sampol, membre de la sinistre organisation CORU créée par Orlando Bosch, était venu spécialement des Etats-Unis pour participer à un interrogatoire musclé de ces deux Cubains. Tortures, assassinats, la suite, nous la connaissons, hélas.

Orlando Bosch et son acolyte Luis Posada Carriles sont des terroristes tristement célèbres. Ils ont été les concepteurs du sabotage de l'avion de la « Cubana de Aviación » qui a explosé en vol le 6 octobre 1976, faisant 73 victimes. Ils ont trempé dans de très nombreux attentats.

Toute l'histoire de la révolution cubaine est marquée d'assassinats, de sabotages, ou d'attentats menés par des groupes terroristes anticastristes de Floride, comme la CORU et bien d'autres, encouragés, voire payés par la CIA.

Les attentats se sont multipliés au début des années quatre vingt dix contre des infrastructures touristiques de La Havane. C'est la raison qui a amené les agents du réseau « Avispa » à venir infiltrer les milieux terroristes de Miami. Gerardo Hernández, Antonio Guerrero, Fernando González, Ramón Labañino, et René González, « les Cinq » comme on les appelle, faisaient partie de ce réseau « Avispa ».

Les Cinq ont été arrêtés à Miami en septembre 1998 par Hector Pesquera, chef du FBI de Sud Floride.

Lors du Sommet de l'Amérique Latine de 2000, Posada Carriles, avec l'aide de trois complices (l'un d'eux était Guillermo Novo Sampol), avait projeté de faire sauter l'amphithéâtre de l'université de Panama où devait intervenir le Président Fidel Castro. Un effroyable carnage avait pu être évité de justesse, grâce à des agents qui avaient pris la relève des Cinq. Posada Carriles et ses complices avaient été arrêtés puis condamnés à Panama.

Ed Pesquera, agent du FBI, en digne fils d'Hector avait donné l'ordre, en août 2003, de passer à la broyeuse tous les documents originaux du dossier de Posada Carriles conservés dans les locaux du FBI de Miami. C'était peu avant le jugement de ce dernier à Panama. Les tribunaux exigent en effet les originaux des documents, et non des copies ou des fac-similés.

La présidente du Panama Mireya Moscoso avait fait scandale en 2004, en graciant Posada Carriles et ses trois complices dont six jours avant la fin de son mandat. Ils s'étaient enfuis de Panama à bord de deux jets privés avec la complicité de l'ancien directeur de la Police Nationale, Carlos Barés, du sous-directeur du Service d'Immigration Javier Tapia, et du chef de la Direction d'Intelligence et d'Information de la Police (DIIP), Arnulfo Escobar.

Orlando Bosch est mort en homme libre il y a deux ans à Miami, Luis Posada Carriles se pavane toujours librement sous le soleil de cette ville, mais quatre des Cinq sont toujours emprisonnés aux Etats-Unis.

La situation des Cinq est une injustice qui révolte les humanistes du monde entier. Au début du mois dernier vous avez dû entendre, Monsieur le président, cinq jours durant, résonner à Washington les voix de vos compatriotes réclamant leur liberté. Parmi elles, celle de Dolores Huerta. Cette femme courageuse, que vous avez décorée l'an dernier de la médaille de la Liberté, défend les droits des immigrants.

La révérente Joan Brown Campbell, qui représente le Conseil Général des Eglises des Etats-Unis, le 31 mai dernier, s'est déplacée à La Havane. Elle souhaite aider à un dénouement heureux de l'affaire des quatre Cubains, comme de celle de votre compatriote Alan Gross. Après avoir rencontré les familles des Cubains, elle a déclaré qu'il était temps de mettre un terme à cette histoire.

Vous ne pouvez plus attendre pour libérer ces Cubains, Monsieur le Président. Vous avez le pouvoir de tourner cette page de l'histoire de vos deux pays. Cuba et les Etats-Unis doivent vivre dans le respect mutuel, la paix et la fraternité.

Recevez, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments humanistes les plus sincères.

Copies envoyées à : Mesdames Michelle Obama, Nancy Pelosi, Kathryn Ruemmler, Janet Napolitano, à Messieurs. Joe Biden, John F. Kerry, Harry Reid, Eric Holder, Denis MacDonough, Pete Rouse, Rick Scott, et Charles Rivkin, ambassadeur des Etats-Unis en France.

Jacqueline Roussie
1er juillet 2013

L'Équateur fait marche arrière sur l'asile de Snowden

Par Patrick Martin

Le lanceur d'alerte américain Edward Snowden semble être pris au piège dans une zone de transit de l'aéroport de Moscou, ses projets de voyager jusqu'en Équateur et d'y trouver un asile politique étant mis à mal par l'intervention du gouvernement américain pour faire pression sur les responsables équatoriens.

Snowden a divulgué des documents révélant l'espionnage illégal et anticonstitutionnel par la NSA américaine des télécommunications et des courriels de pratiquement chaque citoyen américain et de la plupart de la population mondiale. Il a depuis lors été mis en examen par le gouvernement Obama pour espionnage, a vu son passeport annulé, et est la cible d'une tentative internationale de capture par Washington.

Snowden résidait à Hong Kong quand il a révélé il, y a quelques semaines, être l'auteur des révélations sur l'espionnage par la NSA publiées dans le journal britannique Guardian et le Washington Post. Face à des demandes pour son extradition, il s'est envolé pour Moscou après être resté caché à Hong Kong plusieurs jours. Tout le monde s'attendait à ce qu'il s'envole de Moscou en passant par la Havane pour arriver à Quito, la capitale Équatorienne. L'ambassade d'Équateur à Londres lui a accordé un permis de circulation sur une demande présentée par l'organisation de lanceurs d'alertes WikiLeaks.

Le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, vit dans l'ambassade depuis plus d'un an, cherchant à éviter l'extradition vers les États-Unis, où il pourrait être accusé d'espionnage, risquant une détention d'une durée indéfinie sans procès en tant qu'ennemi combattant, ou même une exécution.

Jeudi, cependant, le président de l'Équateur, Rafael Correa, a annulé le permis de circulation, disant qu'il avait été réalisé sans autorisation. Correa a indiqué que Snowden serait toujours le bienvenu pour obtenir un asile, mais il n'a pris aucune action pour rendre cela possible.

À la place, il a laissé le lanceur d'alerte se débrouiller pour arriver lui-même en lieu sûr. « La situation de M. Snowden est une situation complexe et nous ne savons pas comment il va la résoudre, » a déclaré Correa.

Le lendemain, le vice-président américain Joseph Biden a appelé Correa à Quito pour discuter de la campagne américaine, visant à s'emparer de Snowden et à le ramener aux États-Unis, pour qu'il soit poursuivi pour espionnage. Correa a déclaré



Correa a déclaré que son gouvernement n'envisagerait pas une demande d'asile tant que Snowden ne serait pas sur son sol ou dans une de ses ambassades

aux médias, « Il a communiqué une requête très courtoise des États-Unis pour que nous refusions cette demande » d'asile.

Dans son discours télévisé hebdomadaire à la population équatorienne, Correa a déclaré que son gouvernement n'envisagerait pas une demande d'asile tant que Snowden ne serait pas sur son sol ou dans une de ses ambassades. « Le moment où il arrive, s'il arrive, la première chose sera de demander l'opinion des États-Unis, » a-t-il dit, une remarque qui n'annonce rien de bon pour le lanceur d'alerte.

Wsws 1er juillet 2013

Le prix de la vérité !

Par Thierry Meyssan

Alors que la presse internationale traite les informations d'Edward Snowden comme des révélations sur le programme PRISM et feint de découvrir ce que tout le monde pouvait savoir depuis longtemps, Thierry Meyssan s'intéresse au sens de cette rébellion. De ce point de vue, il attache beaucoup plus d'importance au cas du général Cartwright, également mis en examen pour espionnage.

Les fonctionnaires états-uniens, civils ou militaires, qui encourent 30 ans minimum de réclusion pour avoir révélé à la presse des secrets d'État US, sont-ils des « lanceurs d'alerte » exerçant un contre-pouvoir dans un système démocratique ou des « résistants à l'oppression » d'une dictature militaro-policière ? La réponse à cette question ne dépend pas de nos propres opinions politiques, mais de la nature de l'État US. Cette réponse change totalement si l'on se concentre sur le cas de Bradley Manning, le jeune soldat gauchiste de Wikileaks, ou si on y intègre le cas du général Cartwright, conseiller militaire du président Obama, mis en examen jeudi 27 juin 2013 pour espionnage.

Ici, un retour en arrière est nécessaire pour comprendre comment on passe de l'« espionnage » au profit d'une puissance étrangère à la « déloyauté » face à une organisation criminelle qui vous emploie.

Pire que la censure : la criminalisation des sources

Le président des États-Unis et Prix Nobel de la paix, Woodrow Wilson, tenta de donner à l'Exécutif le pouvoir de censurer la presse lorsque la « sécurité nationale » ou la « réputation du gouvernement » sont en jeu. Dans son discours sur l'état de l'Union (7 décembre 1915), il déclara : « Il y a des citoyens des États-Unis ... qui ont versé le poison de la déloyauté dans les artères mêmes de notre vie nationale, qui ont cherché à traîner l'autorité et la bonne réputation de notre gouvernement dans le mépris ... à détruire nos industries ... et à avilir notre politique au profit d'intrigues étrangères .... Nous sommes sans lois fédérales adéquates .... Je vous exhorte à faire rien de moins que de sauver l'honneur et le respect de soi de la nation. De telles créatures de la passion, de la déloyauté, et de l'anarchie doivent être écrasées » [1].

Cependant, le Congrès ne le suivit pas immédiatement. À la suite de l'entrée en guerre des États-Unis, il vota l'Espionage Act, reprenant l'essentiel de l'Official Secrets Act britannique. Il ne s'agit plus de censurer la presse, mais de lui couper l'accès à l'information en interdisant aux dépositaires des secrets d'État de les communiquer. Ce dispositif permet aux Anglo-Saxons de se présenter comme des « défenseurs de la liberté d'expression », alors qu'ils sont les pires violateurs du droit démocratique à l'information, défendu constitutionnellement par les pays scandinaves.

Le silence, pas le secret

De la sorte, les Anglo-Saxons restent moins bien informés de ce qui se passe chez eux que ne peuvent l'être les étrangers. Par exemple, durant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada purent ainsi maintenir le secret chez eux sur le Projet Manhattan de construction de la bombe atomique, alors qu'il employait 130 000 personnes pendant 4 ans et qu'il était largement pénétré par les services secrets étrangers. Pourquoi ? Parce que Washington ne préparait pas cette arme pour cette guerre, mais pour la suivante, contre l'Union soviétique. Comme l'ont montré les historiens russes, la capitulation du Japon fut reportée jusqu'à ce qu'Hiroshima et Nagasaki soient détruites, comme avertissement à l'URSS. Si les États-uniens avaient su que leur pays disposait d'une telle arme, leurs dirigeants auraient eu à l'utiliser pour en finir avec l'Allemagne et non pas pour menacer l'allié soviétique au



Ancien commandant de la force de frappe US, ancien chef d'état-major adjoint interarmes, ancien conseiller militaire du président Obama, le général James E. Cartwright est accusé d'espionnage : il aurait fait fuiter au New York Times des informations sur la guerre secrète contre l'Iran de manière à prévenir une guerre inutile.

détriment des Japonais. En réalité, la Guerre froide commençait avant la fin de la Seconde Guerre mondiale [2].

En matière de secret, on observera que Staline et Hitler furent informés du Projet Manhattan dès son lancement. Ils disposaient en effet d'agents dans la place. Tandis que Truman n'en fut pas informé en sa qualité de vice-président, mais seulement au dernier moment, après le décès du président Roosevelt.

La véritable utilité de l'Espionage Act

Quoi qu'il en soit, l'Espionage Act ne traite que secondairement d'espionnage comme le montre sa jurisprudence.

En période de guerre, il sert à sanctionner les opinions dissidentes. Ainsi, en 1919, la Cour

Suite à la page (18)

Des organisations politiques en Afrique du sud dénoncent Obama !



La famille Obama arrive en Afrique du Sud

Campagne pour protester contre la politique étrangère américaine pendant la visite d'État en Afrique du sud du président Obama. Communiqué commun publié par le Parti communiste d'Afrique du sud (SACP)

Nous sud-africains, en tant que Parti communiste d'Afrique du sud (SACP), Jeunesse communiste d'Afrique du sud (YCL), Congrès des étudiants sud-africains (SASCO), Association des étudiants musulmans (MSA), Syndicat national des travailleurs de l'éducation et de la santé (NEHAWU), Congrès des syndicats sud-africains (COSATU), Société des amis de Cuba (FOCUS), Boycott, désinvestissement et sanctions contre Israël en Afrique sud (BDS south-african) et la Fédération syndicale mondiale (FSM), déclarons notre opposition totale à la venue du président des États-Unis d'Amérique Barack Obama dans notre pays.

Notre opposition repose sur la politique étrangère américaine arrogante, égoïste et oppressive, le traitement des travailleurs et des relations commerciales étrangères enraciné dans le bellicisme, la super-exploitation néo-libérale, le racisme colonial et le mépris ainsi que la destruction de l'environnement, rendant ainsi la réalisation d'un monde juste et pacifique impossible.

La venue du président Barack Obama en Afrique du sud est la première depuis qu'il a été élu chef de l'Etat. Les Etats-unis, sous sa direction, ont intensifié leur offensive contre les droits de l'Homme, la militarisation des relations internationales et continue de gaspiller les ressources mondiales au détriment de l'environnement et des peuples opprimés du monde entier.

Les États-Unis sont profondément impliqués dans l'oppression du peuple du Sahara occidental, le seul pays qui reste colonisé sur le continent africain, par le Maroc. Et à ce jour, la libération des Cinq Cubains et la poursuite d'un embargo sans fondement contre le pays et le peuple de Cuba semblent toujours des questions sur lesquelles les Etats-unis restent inflexibles. L'appel à la libération des Cinq Cubains a été une campagne internationale importante soutenue même par des vainqueurs du Prix Nobel qui ont publié un document pour leur libération : Zhores Alferov (Prix Nobel de physique, 2000), Desmond Tutu (Prix Nobel de la paix, 1984), Nadine Gordimer (Prix Nobel de littérature, 1991), Rigoberta Menchú (Prix Nobel de la paix, 1992), Adolfo Pérez Esquivel (Prix Nobel de la paix, 1980), Wole Soyinka (Prix Nobel de littérature, 1986), José Saramago (Prix Nobel de littérature, 1996), Günter Grass (Prix Nobel de littérature, 1999).

L'occupation criminelle de la Palestine par l'État d'apartheid d'Israël, quelque chose que nous connaissons bien dans notre pays, n'a été possible que par le soutien financier et politique qu'apportent les Etats-Unis au régime raciste israélien. Cela se traduit fondamentalement à la fois par un soutien direct et des aides militaires qui se chiffrent à plusieurs milliards de dollars chaque année – avec une aide américaine à Israël qui surpasse celle destinée à l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie réunis.

En outre, les États-Unis ont depuis des années bloqué, seuls contre tous, tout progrès et se sont totalement isolés et coupés du consensus au sein de la communauté internationale. En fait, les États-Unis sont le pays qui a eu le plus recours au veto de l'ONU: il a utilisé son droit de veto plus de 40 fois pour défendre l'apartheid israélien. En tant que sud-africains, nous nous rappelons douloureusement comment les Etats-unis ont utilisé leur droit de veto pour défendre l'apartheid sud-africain, tout particulièrement contre les résolutions de l'ONU imposant des

Suite à la page (15)

Mieux vaut jeter la nourriture plutôt que la donner aux nécessiteux !

Par Capitaine Martin

Des milliers de produits alimentaires tout à fait mangeables se transforment ainsi en déchets en une fraction de seconde, alors qu'ils pourraient combler la faim des plus malheureux...

Chaque année, plus d'un tiers des denrées alimentaires sont jetées, et ce même si elles sont encore consommables. Un sort vraiment malheureux pour ces produits qui étaient quelque temps auparavant encore exposés dans les rayons des supermarchés. Une expérience édifiante a été récemment faite sur le sujet dans une ville de Géorgie, aux États-Unis.

Les gérants d'un supermarché d'Augusta ont reçu un arrêté d'expulsion de leur banque, à qui ils devaient quelques milliers de dollars. Ils ont alors décidé d'accomplir une bonne action en faveur des habitants les moins fortunés. Avant de cesser leurs activités, ils ont fait don de la nourriture présente dans leur magasin à une communauté religieuse locale. Mais cette dernière déclina mystérieusement l'offre.

Les produits ont donc atterri sur un parc de stationnement adjacent où ils ont immanquablement attiré l'attention des passants, prêts à emporter avec eux les invendus. Ces repas gratuits auraient pu faire le bonheur des indigents et des meurt-de-faim. C'était sans compter sur les forces de l'ordre qui ont rejeté manu militari les trois cents affamés qui avaient accouru à l'annonce de cette nouvelle providentielle...

Pas de nourriture pour les pauvres, donc ! Toutes les victuailles ont été transportées à la décharge à la demande de la Sun Trust Banks, la banque d'Atlanta à laquelle appartient le supermarché. La police a justifié son intervention en affirmant que la présence de produits parfaitement intacts aurait pu déclencher l'apparition de troubles à l'ordre public.

Des milliers de produits alimentaires tout à fait mangeables se transforment ainsi en déchets en une fraction de seconde, alors qu'ils pourraient combler la faim des plus malheureux. Cet épisode nous rappelle avec acuité ce qui se passe quotidiennement dans les cantines, les restaurants et les supermarchés. Ici et là naissent avec la crise des projets de certains organismes de bienfaisance pour enrayer le problème des déchets alimentaires. Citons parmi ceux-ci Last minute market en Italie, Re-food et Zero desperdìcio au Portugal. Ces initiatives devraient s'étendre devant l'infamie grandissante des banques. Quant aux États, ils ont depuis belle lurette abandonné toute idée de solidarité. Il faut dire qu'ils sont soumis au chantage des spéculateurs, du FMI et d'autres organismes internationaux comme la commission européenne qui leur imposent de payer une dette que les populations n'ont pas créée. Il est plus que jamais inacceptable de leur faire payer le prix de leur propre oppression !



La police empêche la foule de prendre la nourriture après éviction du supermarché

LGS 28 Juin 2013

Des responsables de la police ont repoussé des centaines de personnes qui se pressaient autour d'un gros tas de marchandises à l'extérieur d'une épicerie à Augusta mardi après-midi.

Par Mark Barber

Mais personne n'a pu avoir accès à ces marchandises jetées dans le parking du supermarché « Laney ». Au lieu de cela, les produits alimentaires que les gens espéraient ramener à la maison ont été jetés à la poubelle. «Les gens ont des enfants ici qui ont faim, soif, ça pourrait être n'importe quoi. Pourquoi jeter la nourriture alors que vous pourriez la distribuer?» a demandé Robertstine Lambert.

L'officier de police fédérale du comté de Richmond, Steve Smith, a déclaré que la nourriture ne leur appartenait pas, donc qu'on n'allait pas la leur donner, de sorte qu'ils l'ont jetée à la poubelle. «Nous n'avons pas autorité pour entrer en possession de la propriété, nous avons juste à nous assurer qu'elle soit prise en charge et traitée selon la loi», a déclaré Smith.

SunTrust Bank d'Atlanta possède la propriété et ils sont en train d'envoyer les marchandises à la décharge après expulsion des Chois, les propriétaires de l'épicerie.

Les Chois ne voulaient pas parler face aux caméras mais ils disent qu'ils ont été chassés par la banque parce qu'ils leur doivent des milliers de dollars. Ils disent qu'ils ont offert de la nourriture à une église, mais ses membres ne se sont pas présentés pour la réclamer.

C'est alors que la communauté a eu vent que les produits d'un magasin avaient été abandonnés.

Environ 300 personnes sont venues prendre des produits alimentaires pour apporter chez eux, mais elles en ont été empêchées en application de la loi. «Ce sont des articles tout neufs, nous avons vu que la possibilité d'une émeute était extrêmement élevée», a déclaré le shérif Richard Roundtree.

Jennifer Santiago a été contraint de vider les lieux les mains vides et elle a dit que jeter ces produits à la poubelle est vraiment un gaspillage. «Pour eux, c'est vraiment un coup bas. Beaucoup de gens sont tristes, beaucoup de gens ne vont pas avoir de la nourriture à mettre sur leur table. C'est ridicule», a-t-elle dit.

Les Chois disent qu'ils avaient été avisés par la banque vendredi qu'ils seraient expulsés mardi. Ils disent qu'ils n'ont pas bougé plus tôt parce qu'ils voulaient travailler jusqu'à la dernière minute.

« Nous avons gagné le procès »

Au terme de la 2e Campagne pour la libération des Cinq, René Gonzalez, Héros de la République de Cuba, a participé depuis La Havane à une vidéoconférence avec Washington.

Par Dalia Gonzalez Delgado / Photo Alberto Borrego

René Gonzalez, un des cinq anti-terroristes cubains emprisonnés aux États-Unis, a qualifié « d'acte de vengeance » le procès intenté contre lui et ses quatre compagnons, Gerardo Hernandez, Antonio Guerrero, Fernando Gonzalez et Ramon Labañino.

Alors qu'il participait à une vidéoconférence organisée entre La Havane et Washington, à l'occasion des 2e Journées Cinq jours pour les Cinq, il a rappelé les irrégularités qui ont émaillé le procès.

« Ce n'est pas une affaire dans laquelle quelqu'un s'est trompé dans l'application de la loi », a précisé René. Il est question d'une volonté délibérée, méthodique et calculée de violer tout le processus judiciaire »

« Nous avons gagné le procès. Chacune des procédures d'appel a été gagnée, et ceux qui étaient censés appliquer la loi s'en sont moqués systématiquement, tout comme des preuves et des événements », a-t-il affirmé.

René Gonzalez a rappelé que plusieurs journalistes censés couvrir le procès avaient été payés, non seulement pour manipuler la vérité, mais aussi pour agir comme porte-parole du ministère public.

« L'utilisation de la presse dans notre affaire est un fait sans précédent ! Les journalistes se sont appliqués à menacer le jury, à filmer les plaques d'immatriculation des voitures des jurés qui se plaignaient car ils avaient peur de la presse », a dit René.

Il a affirmé par ailleurs que les journalistes nord-américains « avaient reçu l'ordre » de s'abstenir de parler des Cinq. « Il est honteux que dans une société où l'on parle tant de la liberté de presse, l'on ait ordonné aux journalistes de ne pas mentionner une affaire dans laquelle, c'est bien connu, des généraux et des conseillers présidentiels ont été entendus, où il a été question de terrorisme et de la sécurité nationale des États-Unis ».

À titre d'exemple de cette contradiction, René a cité le procès, il y a quelques années, d'une femme accusée d'avoir assassiné sa fille :

« les gens ont pris des vacances pour aller à la Cour, parce que la presse avait bombardé le public sur cette affaire ».

Il a rappelé également qu'il existe une alternative légale : le président Barack Obama pourrait signer un « décret exécutif » annulant les condamnations. « Il lui faut seulement un peu de courage », a déclaré René, en signalant qu'aux États-Unis certains secteurs voudraient prolonger cette situation afin de maintenir le conflit entre les deux pays.

« Cette affaire ayant toujours été une affaire politique, je pense que la décision doit être politique : soit ils appliquent la loi, soit ils continuent de la violer », a-t-il souligné.

René Gonzalez a exprimé ses remerciements aux organisateurs des Journées à Washington, car « il n'est pas facile de mobiliser la sensibilité humaine dans une société comme la société nord-américaine. Nous avons beaucoup obtenu jusqu'à aujourd'hui ; nous pouvons compter sur la solidarité internationale. Aujourd'hui, nous devons construire toute cette solidarité aux États-Unis », a-t-il conclu.

MOBILISATION INTERNATIONALE

La vidéoconférence à laquelle assistaient Ricardo Alarcon, membre du Bureau politique du Comité central du Parti, ainsi que des membres des familles des Cinq, a permis de faire le point sur les activités réalisées au cours de ces journées.



René Gonzalez, Adriana Pérez, épouse de Gérardo (à gauche) et Kenia Serrano, présidente de l'Institut cubain d'amitié avec les peuples, ont participé à la videoconférence à La Havane.

Kenia Serrano, présidente de l'Institut cubain d'amitié avec les peuples, a précisé qu'il avait été annoncé que des actions en faveur des Cinq avaient été organisées dans 34 pays, alors qu'aujourd'hui leur nombre s'élevait à 55. « Il existe une mobilisation internationale que le gouvernement des États-Unis ne peut plus ignorer », a-t-elle dit.

Pour sa part, Alicia Jrapko, coordinatrice du Comité international pour la liberté des Cinq aux États-Unis, a souligné l'importance de la participation de parlementaires latino-américains, d'un député européen, d'écrivains, de juristes, de syndicalistes, d'artistes et d'une délégation de Cubains, résidents à Miami.

« Toutes nos attentes ont été dépassées », a-t-elle affirmé depuis Washington. Pour la première fois, des parlementaires ont été reçus au Capitole par des congressistes, à qui ils ont expliqué la situation des Cinq et demandé leur libération.

L'intellectuel français Ignacio Ramonet s'est félicité de participer à ces Journées, qualifiant de « scandale » le fait que les grands médias nord-américains aient passé sous silence les activités qui se déroulaient à Washington, notamment une manifestation devant la Maison-Blanche.

Par ailleurs, Ramonet a fait allusion au maintien de Cuba dans la liste des pays soutenant le terrorisme, et il a affirmé que cette décision des États-Unis « n'a aucun élément de crédibilité ».

« Sur cette question, les États-Unis sont isolés, de même que sur celle du maintien du blocus. Ces journées sont un moyen de faire en sorte que les citoyens des États-Unis prennent conscience de l'injustice qui a été commises », a-t-il conclu.

La Havane. 13 Juin 2013

Suite de la page (13) Des organisations...

Les présidents Barack Obama et Jacob Zuma

sanctions économiques et militaires. Les États-Unis, sous Reagan et sous d'autres présidents, ont soutenu l'Afrique du sud de l'apartheid et étaient du mauvais côté de l'Histoire. Pourquoi les États-Unis n'apprennent pas de leur histoire, et ne seraient pas du bon côté de l'Histoire, pour une fois?

Enfin, la politique des États-Unis sur l'environnement, en particulier le fait qu'il est un des plus gros contributeurs au réchauffement climatique mondial, et pourtant à ce jour il persiste à refuser d'observer et de signer le protocole de Kyoto, est tout simplement inacceptable.

Les forces progressistes en Afrique du sud ont constamment soulevé ces questions, et tant d'autres, sur le rôle des États-Unis dans la communauté internationale. Nous avons clairement fait connaître le fait que la visite du président des États-unis en Afrique du sud n'est pas la bienvenue, et qu'elle fera face à des protestations, des manifestations, des actes de résistances organisées par tous les sud-africains épris de paix et de justice. L'amitié avec l'Afrique du sud doit reposer sur les valeurs de justice, de liberté et d'égalité de ce pays que les Etats-unis ont insulté, ébranlé et ridiculisé par ses actions sur la scène internationale.

Les questions suivantes seront mises en avant dans les manifestations à venir contre la venue du président Obama :

1 – Le parti-pris et la persévérance, côté américain, dans la militarisation des relations internationales et de la coopération. On sait bien que les Etats-unis privilégient une approche des conflits dans le monde en incitant, encourageant et parfois en fomentant la guerre, guidés essentiellement par leurs intérêts économiques souvent dissimulés derrière la rhétorique de la défense des droits de l'Homme. La militarisation des relations internationales se manifeste à travers des institutions comme l'AFRICOM, l'OTAN, et la politique perpétuelle du deux poids, deux mesures sur le désarmement nucléaire que les États-Unis prêchent lorsqu'ils s'adressent aux pays du Sud, tout en continuant à collaborer avec une puissance nucléaire comme Israël ;

2 – La rapacité constante dans la consommation des ressources mondiales par les Etats-unis, illustrée par son soutien à ses multinationales qui n'ont aucune considération pour l'environnement, les droits de l'Homme, les lois sociales progressistes etc ;

3 – Le soutien actif des Etats-unis et la défense des régimes oppresseurs et coloniaux. C'est un aspect de la politique étrangère des Etats-unis qui révèle le plus sa nature hypocrite, quand les régimes qui soutiennent ses intérêts ne sont jamais critiqués ; au contraire, ils sont non seulement soutenus mais maintenus en place par la machine de guerre américaine. Premier sur la liste, Israël, qui continue de servir les États-Unis, au front au Proche-orient, tout en réprimant et maintenant ses politiques d'apartheid racistes contre le peuple palestinien. Un autre exemple, c'est le soutien des États-Unis au Maroc, qui opprime et occupe la Sahara occidentale, et le soutien de plus en plus net à des régimes oppressifs, comme en Colombie ;

4 – Le rôle des États-Unis dans le maintien du continent africain dans le sous-développement ainsi que de relations commerciales impérialistes avec les pays africains ;

5 – Le blocus injustifiable contre Cuba et la détention injuste des Cinq Cubains ;

6 – Les États-Unis d'Amérique sont le premier contributeur mondial au réchauffement climatique qui condamne le monde à des catastrophes environnementales ;

Le peuple sud-africain est invité à participer à une Journée nationale d'action le 28 juin, avec une première initiative qui prendra la forme d'une manifestation du siège des Bâtiments de l'Union, siège du gouvernement, jusqu'à l'ambassade américaine à Pretoria.

Solidarité Internationale
29 juin 2013

Suite de la page (8)

qui risquent de perturber les préparatifs en vue de l'organisation des prochaines élections. Les divergences sont maintenant étalées au grand public. Alors qu'ils devaient tous participer à un atelier de travail sur l'administration électorale au Mexique, trois d'entre eux n'ont pas fait le voyage. Néhémie Joseph, Carol Duclervil et Léopold Berlanger Junior ont boudé l'invitation pour protester, disent-ils, contre la non-transmission du projet de loi électoral à l'Exécutif qui doit l'acheminer au parlement aux fins de ratification.

Dans des déclarations dans la presse, l'un des conseillers protestataires, Léopold Berlanger a fait savoir que le texte devrait être transmis incessamment à l'exécutif. Il a également tenté de rassurer que les divergences qui existent entre les conseillers électoraux ne devraient avoir de conséquence sur le processus électoral. Les conseillers électoraux cachent-ils quelque chose aux haïtiens ? Si la non-transmission de l'avant-projet loi électoral était un incident mineur, pourquoi ont-ils protesté contre l'attitude de leurs pairs au point de bouder une invitation importante ? Le problème est plus profond qu'on ne le croit. Il semble que le CTCEP fonctionnerait à plusieurs vitesses et qu'il scinderait en petit clan. La cohérence entre les membres de l'institution n'existe qu'en apparence. Et c'est l'autre menace qui plane sur l'organisation des élections. Un scandale peut éclater à tout moment, font remarquer certains cadres du CTCEP.

Au niveau de la classe politique on craint que ce conflit ne débouche sur un chaos qui conduirait à retarder davantage le processus électoral. C'est d'ailleurs la position de Sauveur Pierre Etienne de l'OPL qui accuse certains membres du CTCEP de s'associer avec l'exécutif pour faire trainer le processus électoral en longueur. Le leader de l'OPL qui appelle à la vigilance des forces vives du pays, dénonce ce qu'il appelle un coup d'Etat électoral qui se prépare au niveau d'un secteur du CTCEP en association avec la directrice générale de l'institution et le Palais national.

Qui a tort ou raison dans tout ce déballage médiatique sur la volonté ou non d'organiser les élections à la fin de cette année ? C'est l'avenir qui le dira. Toutefois, ce qui est certain, c'est que, si les élections ont lieu et qu'elles sont mal organisées le pays plongera dans la crise pour de longues années. Si elles ne se tiennent pas, la crise est inévitable et tout est possible. Le pays se trouve aujourd'hui face à deux maux et ne sait pas nécessairement que choisir.

Francklyn B. Geffrard
Centre International d'Etudes et de Réflexions

Suite de la page (12)

de l'un ou l'autre de ces actes terroristes circulent-ils librement au sud de la Floride, comme cela a été prouvé au cours du procès ?

Qui sont les instigateurs et ceux qui autorisent ces plans ? Qui sont ceux qui portent véritablement préjudice à la sécurité des Etats-Unis ?

Ce sont les groupes terroristes d'origine cubaine et leurs mentors économiques et politiques nord américains, ceux qui érodent la crédibilité de ce pays, ceux qui donnent de cette nation une image de sauvagerie et à ses institutions un comportement inconséquent, préjudiciable et peu sérieux, incapable de se conduire avec discernement et de façon sensée face aux problèmes qui touchent Cuba.

Ils veulent maintenir d'actualité l'histoire des invasions, des sabotages, des agressions biologiques ou autres du même genre. Ils luttent pour créer des situations qui provoquent de graves préjudices à notre peuple.

Le résultat de ces agressions dans notre pays entre 1959 et 1999 a été que 3478 personnes ont trouvé la mort, 2099 sont restées handicapées, sans compter le coût matériel élevé.

Ils continuent à développer des campagnes de propagande pour discréditer l'image de Cuba aux Etats-Unis, et essaient d'empêcher sous divers prétextes, au moyen de lois et de régulations, que les Nord américains ne voyagent librement à Cuba et n'évaluent la situation réelle du pays. Ils font aussi obstacle à la coopération sur des sujets d'intérêts mutuels comme la lutte contre l'émigration illégale ou le trafic de drogues qui affecte tant la population des Etats-Unis.

A cela s'ajoute la constante demande de fonds nouveaux et toujours plus importants pour financer les activités contre Cuba, au grand dam des contribuables. D'énormes sommes d'argent sont allouées à des transmissions de radio, de télévision, et à leur financement pour émettre dans l'île, au détriment de leur utilisation pour affronter les problèmes sociaux qui affectent les propres citoyens nord américains.

Il y a des indices récents de l'influence et des pressions que ces groupes exercent sur la communauté de Miami, ses agences gouvernementales, y compris le système judiciaire.

Le plus grand service que l'on puisse rendre au peuple nord américain est de le libérer de l'influence de ces extrémistes et terroristes qui font tant de mal aux Etats-Unis en conspirant contre ses propres lois.

Nous n'avons jamais rien fait pour de l'argent, nous avons toujours vécu modestement et humblement, à la mesure du sacrifice que réalise notre peuple.

Un fort sentiment de solidarité humaine, d'amour envers notre patrie et de rejet pour tout ce qui ne respecte pas la dignité humaine a été notre guide.

Nous, accusés dans cette cause, ne regrettons pas le sacrifice réalisé pour défendre notre pays. Nous nous déclarons totalement innocents. Ce qui nous soutient est le sentiment du devoir accompli envers notre peuple et notre patrie. Nos familles comprennent la portée des idées qui nous ont guidés et se sentiront fières de notre apport à l'humanité dans cette lutte contre le terrorisme et pour l'indépendance de Cuba.

Cuba Si 18 juin 2013

Suite de la page (6)

pou pèp la, Bank etranje sa yo kenbe lajan an. Lè se vòlè ki pral dechèpiye kòb la, ak tout asosye yo, pa gen pwoblèm. An bon kreyòl, chodyè a monte sou do pèp la, li desann sou do gwogwo konplo kòripsyon. Poutan pwovèb la di : ou pa bay chat veye mantèg. »

Koperasyon Sid/Sid la bò kote pa l te pran yon lòt fòm ak pwojè petwo karibe a prezidan Preval te siyen akVenezyela nan lane 2006, touswit aprè l te fin prete sèman. Depi lè sa a akò Petwokaribe ap finanse anpil pwojè nan peyi a. Sou gouvènman Michèle Pierre-Louis te gen 197 milyon ki te finanse yon seri pwojè ; sou Jean Max Bellerive te gen 103 milyon ki te finanse kèk pwojè e aprè tranblemanntè 12 janvye 2010 la, Venezyela te elimine yon dèt 395 milyon pou Ayiti. Jounen jodi a Petwokaribe finanse 94% pwojè yo di k ap reyalize nan peyi a. Men gen anpil ayisyen ki gen anpil dout sou reyalizasyon pwojè sa yo, epi yo pa reponn vrè revandikasyon popilasyon an, yo plis sanble ak pwojè k ap fè yon ti gwoup moun fè lajan sou do mas yo k ap jemi nan mizè ak grangou. EDE PEP se pa yon pwojè k ap amelyore sitiyasyon mas yo nan katye popilè yo, okontrè li kontribye pou kraze pwodiksyon nasyonal nan voye achte diri nan peyi etranje ak fè piblisite pou diri sa a. Akò Petwo karibe a plis nan enterè granmanjè yo ki sou pouvwa tètkalekaletèt Michel Martelly a, kote y ap fè tout kalte gagòt ak yon lajan n ap gen pou n remèt yon jou kanmenm, se yon ti grapday yo lage bay mas yo nan « Ti manman cheri », « panye solidarite », « kore etidyan », elatriye. Pifò nan lajan sa yo pase nan fè kòripsyon ak pwopagann ki se mak fabrik rejim tètkale a depi l rive sou pouvwa a. Mas pèp la nan katye popilè yo pa vrèman benefisye pwojè sa yo, kote grangou ap touye yo. Se tout lajounen pèp la ap manifeste bloke lari ak wout nasyonal yo pou yo mande elektrisite, dlo potab, lekòl, lopital, konstriksyon wout ak pon, ankadreman pou peyizan yo travay tè yo, y ap mande travay pou soulaje mizè yo, anyen pa janm fèt pou mas yo.

Se vre otorite yo nan peyi Venezyela yo gen bon volonte pou ede pèp ayisyen an nan kad yon dèt istorik e moral anvè Ayiti, men otorite yo nan peyi Ayiti plis chita sou manti ak blòf, gaspiye lajan peyi a nan tout kalte vye pwopagann ki pap rapote l anyen, plis ap pwofite opòtinite sa yo pou fè richès yo sou do pèp la. Pou koperasyon Sid-Sid la, kouwè Petwo karibe a pote yon amelyorasyon nan kondisyon lavi mas yo, se lè gen yon gouvènman k ap travay nan enterè mas yo tout bon vre, paske se gouvènman an k ap deside ki sa ki pou fèt ak lajan sa a, kontrèman ak koperasyon Nò/Sid la ki se kado anpwazone, ki se yon sèk visye, ki mete peyi a ak yon kwiy nan men l ap mache mande tout lasent jounen. Popilasyon an dwe fè plis presyon sou gouvènman an pou l satisfè revandikasyon yo paske Venezyela kontinye ap fasilite dirijan yo pou jwenn lajan pou sa. Chen grangou pa jwe.

Suite de la page (10)

JAG/EJJ : Revenons au processus de paix, certaines personnes ont établi des parallèles entre le processus de paix en Irlande et en Colombie, prenant des éléments chez l'un pour les appliquer aux autres. Cependant, il y a des différences qualitatives : Qu'en pensez-vous ?

James Petras : En Irlande, la paix obtenue a diminué la discrimination ethnico-religieuse, on progresse sur des éléments d'égalité politique… sans unification des deux Irlande, la colonisation de la couronne britannique se poursuit et bien d'autres choses. Ce fut un arrangement très médiatisé. En Colombie, la lutte pour la terre et pour la justice sociale constitue l'axe du conflit et de ses solutions éventuelles, non pas la discrimination en elle-même, qui existe également, envers les Afro-colombiens, les paysans, les indigènes. En Colombie, le changement de structure économico-sociale est l'axe central, ce ne fut pas le cas en Irlande.

Les USA peuvent soutenir Santos pour que les FARC présentent des candidats et forment un parti, mais rien de plus. Il n'y a pas de garantie non plus que les accords soient mis en place, comme les fois précédentes, lorsque les FARC ont accepté la trêve, ont quitté les montagnes et qu'on a assassiné des milliers de personnes au cours du génocide de l'Union Patriotique. Il faut tirer les leçons des expériences historiques, parce que les gouvernements et l'oligarchie ont signé des pactes de paix et la majorité des dirigeants et activistes sociaux ont alors été éliminés. Les FARC ont besoin d'avoir quelque chose de plus qu'un papier écrit, il doit y avoir des signaux réels, par exemple, la démilitarisation, le fait que les 1500 conseillers et assassins usaméricains en Colombie quittent le pays devrait faire partie du processus de paix. L'Angleterre a toujours ses troupes en Irlande du Nord. Il y a des différences dans les deux cas, et c'est plus compliqué en Colombie parce que la lutte de classes, la lutte pour la terre, à cause de la démilitarisation, est un problème beaucoup plus aigu en Colombie.

JAG/EJJ : Pour terminer: croyez-vous que Simón Trinidad puisse parvenir à jouer un rôle à La Havane dans les négociations?

James Petras : Si Simón Trinidad pouvait venir à la Havane, cela pourrait constituer un pas positif, cela lui permettrait de sortir lavé des accusations fabriquées et je crois que sa présence en tant que délégué légitime serait positive. C'est quelqu'un qui a été très engagé dans les négociation de paix antérieures, avant de tomber dans le piège qu'on lui a tendu en Equateur… avec son intelligence, ses connaissances des dossiers juridiques, il peut être un facteur positif, mais Washington n'est disposé à aucune libération ni à faire quelque concession, car ils vivent de la vengeance, de la politique extrémiste répressive. Il y a maintenant une procédure devant les tribunaux, car le procureur d'Obama espionnait tous les moyens de communication de masse, la presse commerciale et bourgeoise, même pas des médias alternatifs mais bien des principaux quotidiens et radios, des journalistes contrôlés par la police secrète… s'ils agissent ainsi même avec les leurs, comment permettraient-ils à un représentant des FARC de jouer un rôle de paix dans les négociations actuelles… parfois les gens ne comprennent pas qu'il s'agit là d'un régime policier répressif. Il y en a encore qui croient qu'Obama est un modéré, différent des autres présidents, c'est faux et contredit par les faits chaque jour, ce scandale est la preuve qu'ils ne feront aucune concession concrète parce qu'ils sont de mauvaise foi.

Traduit par Pascale Cognet
Edité par Fausto Giudice
Tlaxcala 4 juin 2013

Suite de la page (4)

savoir si Lorquet ou Martelly avait un rôle dans le trafic ou la vente des drogues.) Chez Marjory Pierre-Louis, l'argent aurait été enveloppé dans du papier aluminium (pour contrecarrer les rayons X), puis transporté dans des valises en Haïti par le frère de Marjory, Mozart Pierre-Louis.

« *Jojo Lorquet et Michel Martelly apportaient l'argent à la résidence sur le Summit Boulevard, puis Mozart l'enveloppait dans du papier aluminium et l'apportait en Haïti dans une valise* », a déclaré la source à *Haïti Liberté* qui a été incapable de contacter Marjory Pierre-Louis, pour confirmer l'histoire, malgré plusieurs tentatives,.

La relation entre Lorquet et Martelly est devenue si étroite, à la fois dans la musique *konpa* et possiblement dans le blanchiment d'argent, que Lorquet lui-même raconte que son enfant même appelait Martelly « Oncle Micky ». Mais les deux en sont arrivés à avoir une très grande brouille publique à peu près à l'époque où Martelly est devenu président lors d'une élection controversée et illégale, le 20 mars 2011.

Sur son programme de télévision par câble, «*Exit Entertainment*», Lorquet a traité Martelly de « *premier Judas* » qui dit-il « Ou *monte sou radyo ou bay manti sou mwen* ». Comme il s'emportait de plus en plus, Lorquet a traitélé Martelly de « *yon vre visye, vre volè, mantè, pitit mantè, frekan* ».

Lorquet a lancé à Martelly :« *Vous êtes un ringard [un minable]*»,. « *C'est votre vie. Manipuler les gens* ».

Cependant, les deux apparemment se sont réconciliés à un moment donné pendant l'année 2012. Dans son programme de télévision en Septembre 2012, Lorquet a fortement salué le programme *Aba Grangou* de Sofia Martelly, comme « *yon pwogram kap ede devlopman peyi a* », programme alimenté par l'argent de la vente du pétrole vénézuélien dans le cadre du plan de Petrocaribe. Il a déclaré que le programme « *bay moun manje pou 'make sure' yo ka jwenn manje chak jou epi vann yo dlo potab* ». Il a déclaré que « *Nou pa nan politik, men nou nan zafè peyi a, Ayiti cheri, kote k genyen yon travay k ap fèt. Fò nou aplodi travay la* ». Beaucoup de gens critiquent *Aba Grangou* comme un programme purement démagogique, truffé de corruption. Le Sénateur Moïse Jean-Charles affirme que l'agence ne dispose même pas d'un bureau ou d'une adresse.

Trois mois plus tard, Lorquet travaillait pour le programme, distribuant de la nourriture à Cité Soleil



Ernest Edouard Laventure dit « Mòlòskòt », journaliste, il est accusé d'usurpation de titre, association de malfaiteurs et d'escroquerie selon le chef du parquet Lucmane Delile

et d'autres bidonvilles de Port-au-Prince.

« *J'avais l'habitude de le voir à midi, dans une voiture, distribuant de la nourriture* à une *file de gens près de l'aéroport,* » a déclaré Giroboam «Geronimo» Raphaël, un producteur de disques haïtiens basé à New York qui a contribué à faire de «Sweet Micky» une célébrité. « *J'étais chez le président il y a environ deux mois, et j'y ai vu Jojo. Je ne sais pas quel était son titre. Il a pu* être là *juste comme un ami, mais il est resté* là toute la journée, de 11 heures *du matin à 6 heures du soir. Je n'arrêtais pas de me demander comment est-il arrivé à avoir ainsi accès au président?* »

Mais il semble que Lorquet prétendait avoir plus de pouvoir qu'il n'en avait réellement ou abusait de ce qu'il avait de pouvoir. Il est maintenant accusé d'«usurpation de titre», de forger des badges officiels et de trafic d'armes.

« *J'étais en Haïti il y a deux mois de cela et j'ai entendu des rumeurs* à propos *de certaines choses que faisait Lorquet*», a écrit Garry Pierre-Pierre de *Haitian Times* cette semaine. « *J'ai* été troublé à bien des égards *en raison de sa relation étroite avec le président … Certains personnages peu recommandables font partie de l'entourage [du président], mais dans la plupart des cas, ces personnes sont gardées loin du centre du pouvoir de sorte que le président peut honnêtement nier quoi que ce soit de fâcheux qui puisse arriver* ».

« *Dans le cas de Jojo Lorquet, ce sera difficile* », continue Pierre-Pierre. « *Tout ce que vous avez à faire est de regarder l'entourage de fond du président Martelly et vous y verrez certaines de ces personnes. Elles ne* détiennent pas de *position officielle mais elles fonctionnent comme éléments de sécurité mineure, les vrais agents de sécurité étant composés de policiers. Depuis son inauguration il y a deux ans, Martelly n'a pas encore rencontré Obama au cours de ses voyages aux assemblées de l'ONU pas plus que d'autres têtes de l'hémisphère lors des conférences. Martelly n'a pas reçu une invitation de Washington pour venir s'asseoir avec son homologue américain comme il avait reçu ses prédécesseurs. Nous devons nous demander pourquoi* ».

Il semble probable que Washington soit au courant du passé douteux de Martelly et on se demande s'il le soutient vraiment.

« *Jojo était en visite aux États il y a quelques semaines, mais a été averti par Gamal Augustin, directeur adjoint de RTNH, de ne pas retourner en Haïti, parce qu'il se ferait arrêter* », a rapporté le site haitianbeatz.com. « *Jojo a ignoré cet avertissement et a été effectivement arrêté à son arrivée à l'aéroport en Haïti* ».

Dès que la nouvelle de l'arrestation de Lorquet a commencé à se répandre, des radios haïtiennes ont également commencé à rapporter le 2 juillet que le juge d'instruction Maximin Pierre a arrêté un homme nommé Sherlton Sanon comme le prétendu tireur dans un complot visant à assassiner les députés Levaillant Louis Jeune et Sorel Jacinthe. L'auteur du complot? L'ancien sénateur Joseph Lambert, un proche conseiller du président Martelly. Lambert est maintenant sous investigation et court le risque d'être arrêté.

Après son arrestation, Sanon a dénoncé « *un réseau de malfaiteurs composé d'hommes d'affaires et de policiers, de gens présentement travaillant au Parquet et de parlementaires spécialisés dans le trafic de la drogue, les enlèvements et les assassinats* », a rapporté ToutHaiti.com. « *Il a surtout pointé du doigt le Sénateur Edwin Zenny (Edo Zenny),* » qui est un autre très proche collaborateur du Président Michel Martelly.

Une chose est sûre: il n'y a pas de solidarité parmi les voleurs. Si Martelly choisit de ne pas intervenir pour sortir Lorquet du pétrin, il est probable que Lorquet une fois de plus le considérera [Martelly] comme le « *premier Judas* ». Des révélations sur leur histoire passée, il y a deux 20 ans et également plus récemment, sont susceptibles d'en découler.

L'armée américaine bloque l'accès au site du Guardian

Par Kevin Reed

En réaction à la révélation par Edward Snowden de l'espionnage massif de la population mené par la NSA, le Centre de commandement des technologies de réseau de l'armée (Army Network Enterprise Technology Command - NETCOM) a censuré pour toute l'armée américaine le site Web du journal The Guardian.

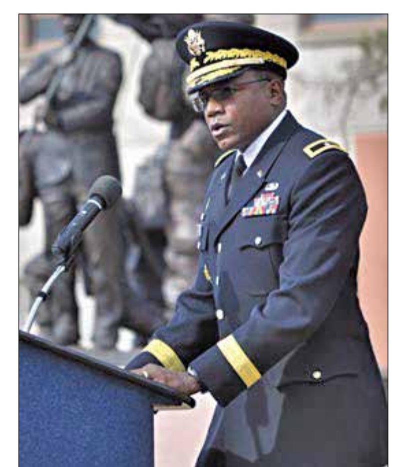
Des reportages concernant l'accès limité au site du Guardian pour les personnels de l'armée ont commencé à apparaître peu après que les révélations de Snowden ont été publiées pour la première fois par ce journal britannique. Les employés de plusieurs départements de la garnison de l'armée américaine du Presidio de Monterrey en Californie ont indiqué au Monterrey County Herald que l'accès était bloqué.

Le Herald écrit : « Les employés avaient la possibilité d'aller sur la page d'accueil américaine du Guardian, www.guardiannews.com, mais étaient empêchés de lire les articles qui renvoyaient vers le site britannique, comme ceux sur la NSA, a déclaré le porte-parole du Presidio, Dan Carpenter. »

Jeudi, le Herald a obtenu une déclaration du porte-parole de NETCOM, Gordon Van Vleet, disant que ces actions étaient en fait appliquées à toute l'armée. Il a dit que NETCOM filtrait « certains accès aux articles de presse et au contenu en ligne sur les fuites de la NSA. »

Van Vleet écrit : « Le ministère de la Défense prend régulièrement des mesures préventives d'"hygiène du réseau" pour limiter les publications d'informations classifiées sur les réseaux déclassifiés du ministère. »

Les implications de la censure par l'armée américaine ont été rendues claires par une déclaration de l'officier du Presidio de Monterrey en charge de la confirmation des informations, Jose Campos, qui a envoyé un courriel aux employés de la base disant que le site Web du Guardian était bloqué par le Cyber Command de l'armée « afin d'empêcher des divulgations non autorisées d'informations classifiées. » Il a écrit en outre qu'un employé qui téléchargeait des informations classifiées risquait une action disciplinaire s'il était établi qu'il avait téléchargé en toute connaissance de cause ces informations sur un ordinateur non sécurisé.


Gordon Van Vleet, porte-parole de NETCOM

Le Presidio de Monterrey est essentiellement un lieu d'entraînement et abrite l'Institut des langues étrangères de la défense. Il y a approximativement 3000 employés civils à la garnison ainsi que 1450 étudiants de l'armée, 300 dans le corps des marines, 550 de la marine, et 1300 de l'armée de l'air. L'Institut enseigne une vingtaine de langues étrangères et l'équipe est constituée de 2000 enseignants, dont 98 pour cent sont originaires du pays dont ils enseignent la langue.

Il semblerait que l'équipe de cet institut de langues étrangères soit une question sensible parce que les spécialistes des langues étrangères font partie intégrante du travail de la NSA sur les communications et sont profondément impliqués dans les activités de surveillance informatique aux États-Unis et à l'étranger.

Le Monterrey Country Herald a obtenu et publié le contenu d'un mémo daté du 7 juin envoyé par le bureau du sous-secrétaire à la défense Timothy A. Davis aux directeurs de la sécurité du ministère de la Défense qui leur donnait la consigne de mettre en garde les employés et les sous-traitants sur le fait que les informations classifiées qui se retrouvent affichées sur des sites Web en libre accès restent considérées comme classifiées. Envoyé au Presidio et à d'autres bases militaires, ce mémo affirme, « Le commandement doit établir un climat de commande vigilant qui souligne l'importance essentielle de maintenir le matériel classifié contre les compromis. »

Une annexe du mémo donne des instructions aux employés sur la manière d'effacer des informations classifiées si elles sont accidentellement téléchargées et avertit également de sanctions s'ils « propagent l'information d'une manière ou d'une autre. » Le porte-parole de NETCOM, Van Vleet, a déclaré que cette lettre était censée être une « mise au point » et visait à rappeler aux personnels de l'armée que, « tout le monde est soumis à ces mêmes conditions que Snowden a très probablement signées.»

L'establishment militaire et du renseignement craint très probablement que la connaissance des activités illégales de la NSA ne se répande dans les rangs. Il est inquiet que d'autres employés ou contractants puissent faire la même chose que Snowden et porter à l'attention du public davantage de détails sur les entreprises criminelles du gouvernement américain.

La censure et les menaces de sanctions pour la détention d'informations qui sont largement connues du public sur toute la planète visent à renforcer la tendance qu'a l'Etat à criminaliser

Suite à la page (19)

L'Equateur renonce aux tarifs douaniers préférentiels que lui accordaient les États-Unis

Par Michele Claverie

Le Secrétaire de la Communication de l'Équateur, Fernando Alvarado, a annoncé que son pays n'acceptera pas de pressions ou de menaces de personne et de ce fait, il a décidé de renoncer aux tarifs douaniers préférentiels offerts par les États Unis qui sont utilisés comme un instrument de chantage par Washington.

La décision du Gouvernement de l'Équateur a été prise face à l'arrogance de certains secteurs politiques, des groupes médiatiques et des pouvoirs tactiques étasuniens qui ont fait pression pour supprimer ces tarifs préférentiels au pays sud- américain au sujet du cas de l'ex-agent de sécurité Edward Snowden.

Dans des déclarations à la presse, Fernando Alvaraddo a signalé que l'Équateur ne fait pas du commerce avec les principes et ne les soumet pas à des critères mercantiles aussi importants soient-ils ; il a rappelé que ces tarifs préférentiels ont été octroyés aux pays andins comme une compensation pour leur lutte contre les drogues et sont devenus un instrument de chantage.


Fernando Alvaraddo

Le porte parole équatorien a annoncé de plus que son gouvernement offre à Washington les 23 millions de dollars annuels que représentent ces tarifs préférentiels pour qu'ils soient utilisés à donner une formation en matière des Droits de l'Homme et à mettre fin aux tortures, aux exécutions extrajudiciaires et d'autres crimes contre l'humanité commis par les militaires étasuniens.

RHC- Telesur Quito, 28 juin 2013

Venezuela: le président Maduro appelle à lutter énergiquement contre la corruption

Par Michele Claverie

Le président du Venezuela, Nicolás Maduro, a lancé un appel à combattre avec énergie la corruption car le socialisme ne pourra être construit que si l'État fonctionne avec honnêteté et transparence.

Lors de la cérémonie officielle de remise du Prix National de Journalisme, le chef de l'État a annoncé l'arrestation de l'ex gouverneur de l'État de Guarico, Luis Enrique Gallardo.

Nicolas Maduro a annoncé que l'ex fonctionnaire et un groupe d'individus ont été détenus, accusés entre autres, de détournements de fonds publics. Il a ajouté que « tous ceux qui sont impliqués dans des manœuvres bizarres vont tomber » sans aucun chantage.

La corruption est éminemment capitaliste, ses raisons sont basées sur le gain et ceci n'est pas la voie de la révolution a déclaré le président avant d'ajouter : « Nous aspirons à un Venezuela en paix, honnête, de travail, car seul, ce modèle pourra garantir les conditions spirituelles, morales, politiques et humaines pour partager une vie de bonheur et conviviale ».

RHC -Caracas, 28 juin 2013

Egypte : des protestations de masse contre le régime de Morsi !

Par Johannes Stern

L'Egypte est témoin d'une nouvelle recrudescence de luttes massives de la classe ouvrière. Pour le premier anniversaire de l'arrivée au pouvoir du président islamiste Mohamed Morsi, des millions de gens ont envahi les rues et les places du pays pour exiger son éviction et celle des Frères Musulmans (FM) de Morsi.

Dans des scènes rappelant les luttes qui, il y a près de deux ans et demi, ont entraîné la chute du dictateur de longue date de l'Egypte, les travailleurs et les jeunes se sont rassemblés sur les places emblématiques de la Révolution égyptienne, en scandant : « Dégage ! » et « Le peuple veut la chute du régime ».

Au Caire, plusieurs défilés ont convergé vers la Place Tahrir. La foule a grossi au point d'être évaluée en début de soirée à un million, jurant de rester jusqu'au départ de Morsi. Une autre manifestation a eu lieu dans la capitale devant le palais présidentiel lourdement gardé à Ittihadia où des centaines de milliers s'étaient retrouvés.

Des protestations de masse ont eu lieu dans toutes les principales villes des 27 gouvernorats du pays. Dans la cité portuaire méditerranéenne d'Alexandrie, des centaines de milliers de gens ont afflué sur la place Sidi Gaber, déterminés à faire partir Morsi.



La foule a grossi au point d'être évaluée en début de soirée à un million, jurant de rester jusqu'au départ de Morsi

Dans la ville industrielle de Mahalla, l'un des centres de la révolution égyptienne, des dizaines de milliers se sont rassemblés sur la Place Al-Shoun, scandant des slogans révolutionnaires contre Morsi. Environ 90 pour cent des travailleurs de la société de filature et de tissage Misr Spinning and Weaving company qui appartient à l'Etat, l'usine la plus grande d'Egypte qui emploie plus de 25.000 travailleurs, ont débrayé pour rejoindre les manifestations.

D'autres protestations de masse ont eu lieu à Mansoura, Damanhour, Minya, Tanta, Sharqia et dans les villes de la région du canal de Suez, à Port Saïd, Suez et Ismaïlia. Une source de l'armée citée par le quotidien égyptien Al-Shorouk a dit que 17 millions de personnes étaient descendues dans la rue pour former l'une des plus importantes manifestations depuis le début de la révolution. « Les scènes des manifestations sont sans précédent en taille et en portée et semblent dépasser celles observées durant le soulèvement qui a duré 18 jours pour renverser Moubarak, » a dit au Guardian britannique, Michael Hanna, membre de la Century Foundation de New York et

Suite à la page (18)

Suite de la page (13)

suprême a admis dans les affaires Schrenck contre États-Unis, et Abrams contre États-Unis que le fait d'appeler à l'insoumission ou à ne pas intervenir contre la Révolution russe tombait sous le coup de l'Espionage Act.

En période de paix, la même loi sert à empêcher les fonctionnaires à rendre public un système de fraudes ou des crimes commis par l'État, même lorsque leurs révélations sont déjà connues, mais pas encore attestées.

Sous l'administration de Barack Obama, l'Espionage Act aura été invoqué 8 fois, un record en temps de paix. Laissons de côté le cas de John Kiriakou, un officier de la CIA qui a révélé l'arrestation et la torture d'Abou Zoubeida. Loin d'être un héros, Kiriakou est en réalité un agent provocateur de l'Agence chargé de faire accroire le public aux pseudos aveux extorqués à Zoubeida pour justifier a posteriori la « lutte contre le terrorisme » [3].

Éliminons également le cas de Shamal Leibowitz, dans la mesure où ses révélations ne furent jamais diffusées au public. Restent 6 cas qui nous enseignent sur le système militaro-policier US.

Stephen Jin-Woo Kim a confirmé à Fox News que la Corée du Nord préparait un test nucléaire, malgré les menaces US ; une confirmation qui ne portait aucun tort aux USA sinon celui de souligner leur incapacité à se faire obéir par la Corée du Nord. Dans un autre contexte, cette information avait déjà été diffusée par Bob Woodward sans provoquer de réactions.

Thomas Andrew Drake a révélé la gabegie du programme Trailblazer à un membre de la Commission du Renseignement de la Chambre des représentants. Il lui a été reproché d'avoir informé les parlementaires chargés de surveiller les agences de renseignement de ce que la NSA jetait secrètement des milliards par les fenêtres. Trailblazer visait à trouver un moyen d'implanter des virus sur n'importe quel ordinateur ou téléphone portable. Il n'a jamais fonctionné.

Dans la même veine, Edward Snowden, un employé du cabinet juridique Booz Allen Hamilton, a rendu publics divers documents de la NSA attestant de l'espionnage US en Chine aussi bien que de celui des invités au G20 britannique. Surtout, il a montré l'ampleur du système d'écoutes militaire des téléphones et du web, auquel nul ne peut échapper fut-il le président des États-Unis. La classe politique US le décrit comme « un traître à abattre », uniquement parce que ses documents empêchent la NSA de continuer à nier devant le Congrès des activités connues de tous de longue date.

Bradley Manning, un simple soldat, a transmis à Wikileaks les vidéos de deux bavures de l'armée, 500 000 rapports de renseignement des bases militaires en Afghanistan et en Irak, et 250 000 câbles sur les renseignements recueillis par les diplomates US lors de conversations avec des hommes politiques étrangers. Rien de tout cela n'a d'importance capitale, mais cette documentation donne une piètre idée des ragots récoltés par le département d'État et qui servent de base à sa « diplomatie ».

Jeffrey Alexander Sterling est un employé de la CIA qui révéla au New York Times « l'Opération Merlin ». Plus étonnant, le général James Cartwright était le numéro 2 des armées, en sa qualité de chef d'état-major adjoint interarmes, et un conseiller proche du président au point d'être surnommé « le général d'Obama ». Il aurait révélé, l'an dernier, au New York Times « l'Opération Jeux Olympiques », et vient d'être placé sous enquête, selon CNN.

Sterling et Cartwright ne croient pas au mythe israélien de « la bombe atomique des mollahs ». Ils ont donc tenté de désamorcer la guerre dans laquelle Tel-Aviv tente de précipiter leur pays. « L'Opération Merlin » consistait à faire parvenir à l'Iran de fausses informations sur la fabrication de la bombe. En réalité, il s'agissait de pousser l'Iran à engager un programme militaire nucléaire de manière à justifier a posteriori l'accusation israélienne [4]. Quant à « l'Opération Jeux Olympiques », elle consistait à implanter les virus Stuxnet et Flame dans la centrale de Natanz, pour en perturber le fonctionnement, notamment les centrifugeuses [5]. Il s'agissait donc de bloquer le programme nucléaire civil de l'Iran. Aucune de ces révélations n'a porté atteinte aux intérêts US, mais aux ambitions d'Israël.

De grands résistants

Une opposition de salon nous présente les hommes mis en cause au nom de l'Espionnage Act comme des « lanceurs d'alerte » (whistleblower), comme si les États-Unis d'aujourd'hui étaient une réelle démocratie et qu'ils alertaient les citoyens de quelques erreurs à corriger. En réalité, ils nous apprennent qu'aux États-Unis, du simple soldat (Bradley Manning) au numéro 2 des armées (le général Cartwright), des hommes tentent comme ils le peuvent de lutter contre un système dictatorial lorsqu'ils découvrent en être un rouage. Face à un système monstrueux, ils sont à placer au niveau de grands résistants comme l'Amiral Canaris ou le comte de Stauffenberg.

Notes

[1] "There are citizens of the United States ... who have poured the poison of disloyalty into the very arteries of our national life ; who have sought to bring the authority and good name of our Government into contempt ... to destroy our industries ... and to debase our politics to the uses of foreign intrigue.... [W]e are without adequate federal laws.... I am urging you to do nothing less than save the honor and self-respect of the nation. Such creatures of passion, disloyalty, and anarchy must be crushed out."

[2] « La Seconde Guerre mondiale aurait pu prendre fin en 1943 » « Si l'Armée rouge n'avait pas pris Berlin... » et « La Conférence de Yalta offrait une chance qui n'a pas été saisie », entretien de Viktor Litovkine avec Valentin Faline, Ria-Novosti/ Réseau Voltaire, 30 mars, 1er et 6 avril 2005.

[3] « Abou Zoubeida, la «balance d'Al-Qaida» », et « La torture occultée : Lee Hamilton, John Brennan et Abou Zoubeida », par Kevin Ryan, Traduction Maxime Chaix, Réseau Voltaire, 17 janvier et 25 février 2013.

[4] State of War : The Secret History of the CIA and the Bush Administration, par James Risen, Free Press, 2006.

[5] « Obama Order Sped Up Wave of Cyberattacks Against Iran », par David E. Sanger, The New York Times, 1er juin 2012. « Did America's Cyber Attack on Iran Make Us More Vulnerable ? », par Marc Ambinder, The Atlantic, 5 juin 2012. « The rewards (and risks) of cyber war »,par Steve Call, The New Yorker, 7 juin 2012. « U.S., Israel developed Flame computer virus to slow Iranian nuclear efforts, officials say », par Ellen Nakashima, Greg Miller et Julie Tate, The Washington Post, 19 juin 2012.

Réseau Voltaire 1er juillet 2013

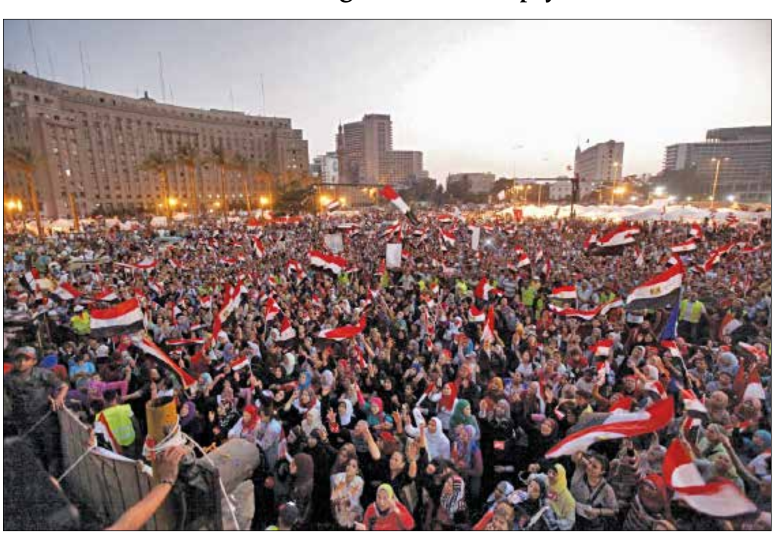
Suite de la page (17) Egypte : des protestations...

spécialiste de l'Egypte.

Dans certains endroits, les protestations présentaient un caractère insurrectionnel et de violents affrontements entre des manifestants anti-gouvernement et des partisans de Morsi ont éclaté. Au Caire, des manifestants ont attaqué avec des cocktails Molotov le quartier général national des FM tandis que des activistes islamistes se sont défendus de l'intérieur du bâtiment à l'aide de fusils.



Des protestations de masse ont eu lieu dans toutes les principales villes des 27 gouvernorats du pays



Des centaines de milliers de gens ont afflué sur la place Sidi Gaber, déterminés à faire partir Morsi

Dans la ville d'Assiut, haute Egypte, des assaillants ont tué trois manifestants alors que des milliers de protestataires anti-Morsi défilaient vers les quartiers généraux locaux du parti Liberté et Justice (FJP, Freedom & Justice Party).

Comme en 2011, les protestations de masse sont motivées par l'inégalité sociale stupéfiante en Egypte, et qui s'est accentuée sous le régime de la junte militaire et des Frères musulmans, et le caractère répressif de l'appareil d'Etat appuyé par les Etats-Unis.

Mohamed Ramadan Badawy, un manifestant du gouvernorat de Qena dans le Sud du pays et qui avait rejoint une délégation de Haute Egypte se rendant au Caire pour se joindre aux protestations sur la Place Tahrir a dit à Ahram Online : « Les besoins fondamentaux des Egyptiens ne sont pas satisfaits, nous avons un problème de chômage de masse, notamment parmi les jeunes, les meurtres continuent sous le régime [de Morsi] et puis il y a l'effondrement de l'Etat, des accidents de trains et des coupures d'électricité. La pauvreté ne cesse de croître en Egypte au point que les gens se nourrissent dans les poubelles. »

Comme en 2011, la colère de masse vise une fois de plus les Etats-Unis, principale puissance à soutenir le régime islamiste répressif de Morsi. Après l'éviction révolutionnaire de son laquais de longue date, Moubarak, Washington a tout d'abord soutenu une junte militaire en donnant ensuite son appui aux FM pour défendre ses intérêts économiques et stratégiques partout au Moyen-Orient. Morsi a souscrit à la guerre en cours menée par les Etats-Unis en Syrie dans le but de faire chuter le président Bachar al-Assad, en promettant de soutenir « matériellement et moralement » les milices islamistes d'opposition appuyées par l'Occident.

Il y a à peine quelques jours, l'ambassadrice américaine en Egypte, Anne Patterson, a dénoncé les protestations contre Morsi en émettant quasiment un chèque en blanc aux islamistes pour réprimer brutalement les protestations. « Certains disent qu'une action dans la rue produira de meilleurs résultats que des élections. Pour être honnête, mon gouvernement et moi-même sommes profondément sceptiques », a-t-elle dit en ajoutant : « L'Egypte a besoin de stabilité pour mettre de l'ordre dans sa maison économique et davantage de violence dans la rue ne contribuera qu'à ajouter de nouveaux noms à la liste des martyrs. »

« Reflétant la haine généralisée contre l'impérialisme américain en Egypte, des manifestants brandissaient des affiches à l'effigie de Patterson et de Morsi barrées d'un « X ». Sur une bannière anti-Patterson on pouvait lire « Vieille sorcière, rentre chez toi. »

Le palais présidentiel, les bâtiments gouvernementaux et d'autres sites clés à travers le pays étaient gardés par l'armée égyptienne subventionnée par les Etats-Unis. Des chars et des soldats étaient spécialement stationnés dans les villes avoisinant le stratégique canal de Suez où des manifestations anti-Morsi avaient déjà revêtu un caractère insurrectionnel après le second anniversaire de la Révolution égyptienne le 25 janvier dernier.

Comme aux premiers jours de la révolution, des hélicoptères de l'armée ont survolé le Caire en surveillant la foule se trouvant sur la Place Tahrir et devant le palais présidentiel. Selon des sources de l'armée, le ministre de la Défense et commandant en chef des forces armées égyptiennes, le général Abdul Fatah Khalil Al-Sisi, a suivi les protestations depuis une salle de contrôle spéciale.

Dimanche dernier dans un discours Al-Sisi a proféré la menace que si les partis politiques ne réussissaient pas à arriver à un consensus et si la situation venait à déraper, l'armée interviendrait. Spiegel Online a rapporté que des milliers d'Islamistes organisant un sit-in dans le quartier de Nasr au Caire avaient formé des brigades armées. Les FM et d'autres groupes d'islamistes, tels Gamaa Islamiyya et diverses organisations salafistes ont à maintes reprises juré de défendre la « légitimité » de Morsi.

Essam al-Erian, vice-président du parti de la Liberté et de la Justice (FJP), le bras politique des FM, a qualifié les protestations anti-Morsi de « tentative de coup d'Etat ». Il a accusé l'opposition de « tout simplement rassembler des masses de gens dans des protestations violentes, de recourir à des méthodes de voyous et de faire couler le sang précieux des Egyptiens. »

Les leçons de ces deux dernières années de lutte révolutionnaire sont cruciales au moment où la classe ouvrière entre une fois de plus en lutte. La lutte pour les droits démocratiques et sociaux des travailleurs ne peut être confiée à une quelconque faction de la bourgeoisie égyptienne, qu'il s'agisse de l'armée, des islamistes ou des forces d'opposition de tendance laïque. Elle requiert une lutte révolutionnaire indépendante pour le pouvoir, fondée sur une perspective socialiste.

Le programme mis en avant par la campagne « Tamarod » (« rébellion ») qui a appelé ces manifestations, soutenu par le Front de Salut national (NSF) et des groupes pseudo-gauches comme les Socialistes révolutionnaires (SR), est une tentative de plus de la bourgeoisie égyptienne de remodeler son régime, désamorcer la colère massive de la classe ouvrière et de défendre par la force le pouvoir et la richesse de l'élite dirigeante.

Mercredi, lors d'une conférence de presse, Tamarod a présenté son programme politique. Son co-fondateur, Mohamed Abdel Aziz, a réclamé un « premier ministre indépendant » pour « diriger un gouvernement technocratique dont la principale mission est d'élaborer un plan économique d'urgence pour sauver l'économie égyptienne. » Ses commentaires ont clairement fait comprendre qu'il s'agirait d'une dictature non élue servant les intérêts du capital financier international et imposant la politique d'austérité exigée par le Fonds monétaire international.

Il a dit que « le président de la Cour constitutionnelle suprême (CCS) serait investi des droits du président conformément au protocole tandis que les pouvoirs exécutifs seront attribués au premier ministre pour une période transitoire de six mois, qui s'achèvera par des élections présidentielles encadrées judiciairement et supervisées internationalement, et qui sera suivie par des élections parlementaires. »

Wsws 1er juillet 2013

Suite de la page (17)

toute forme légitime de journalisme. Elle vise également à empêcher toute discussion parmi les employés du gouvernement et le personnel militaire sur les implications et le sens des révélations faites par Snowden.

La censure par l'armée d'une source essentielle d'informations internationales souligne l'ampleur et la férocité de l'assaut contre les droits démocratiques mené par le gouvernement Obama et les services militaires et de renseignement. Leur réponse à la révélation de la saisie des relevés de téléphone par la NSA concernant tous les appels faits aux États-Unis et sa lecture des communications électroniques aux États-Unis et partout dans le monde sont d'intensifier leur attaque contre les droits démocratiques.

La censure des journaux coïncide avec une chasse à l'homme internationale et une campagne de diffamation dirigée contre Snowden qui est qualifié par les politiciens, Démocrates comme Républicains, et par les médias, d'espion et de traître. Les États-Unis cherchent à s'emparer de cet ex-agent de la NSA, âgé de 30 ans, après l'avoir mis en examen pour espionnage.

Le gouvernement Obama a lancé des menaces contre la Chine et la Russie pour leur refus d'extrader Snowden aux États-Unis. Il semblerait que ce lanceur d'alerte soit toujours confiné dans un hôtel de transit à l'aéroport de Moscou, incapable de poursuivre son voyage, en partie en raison de la révocation de son passeport par le gouvernement Obama.

Pendant ce temps, les porte-parole du gouvernement ont publiquement qualifié Snowden de traître, affirmant que ses efforts pour informer le peuple américain sur la surveillance massive et secrète – en violation de la Constitution américaine – constituent une violation de la « sécurité nationale ». De telles déclarations de la part du secrétaire de presse de la Maison Blanche, Jay Carney, et d'autres ridiculisent l'idée que Snowden, s'il était capturé et ramené aux États-Unis, pourrait bénéficier d'un procès équitable.

Les affirmations d'Obama selon lesquelles les programmes de la NSA sont légaux et ne violent pas les droits à la vie privée sont complètement démenties par les tentatives de l'armée d'empêcher son personnel de lire des journaux. Si de telles pratiques étaient mises en évidence en Chine ou en Iran, Washington et les médias américains dénonceraient leurs gouvernements pour violations des droits de l'Homme.

Incapable de vaincre le soutien populaire pour Snowden et l'opposition à la surveillance du gouvernement, le gouvernement américain a recours à la répression et à l'intimidation.

Les politiciens et les médias ciblent de plus en plus les quelques médias et journalistes qui ont rendu les révélations de Snowden accessibles au public. Ces derniers jours, il y a eu des demandes de plus en plus nombreuses de la part des députés et des sénateurs pour que Glenn Greenwald du Guardian soit poursuivi pour avoir interrogé Snowden et publié des articles s'appuyant sur ses révélations. Dimanche dernier, David Gregory, présentateur du programme Meet the Press sur NBC News, a demandé à Greenwald d'expliquer pourquoi il ne devrait pas être poursuivi.

Cette chasse aux sorcières qui s'élargit reflète les craintes et l'hystérie au sein de l'Etat et de l'establishment politique au sujet des révélations de leurs atteintes aux droits démocratiques. En même temps, la réaction officielle montre à quel point les concepts autoritaires infiltrent l'élite dirigeante et l'état très avancé de ses préparatifs pour une forme de gouvernement dictatoriale.

Le World Socialist Web Site et le Socialist Equality Party appellent à tous les travailleurs, jeunes et étudiants à prendre la défense d'Edward Snowden, ainsi que du soldat Bradley Manning et de Julian Assange. Leur défense et la demande que toutes les accusations contre eux soient abandonnées sont une partie essentielle du développement d'un mouvement politique de masse de la classe ouvrière pour la défense des droits démocratiques.

Wsws 29 juin 2013

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

ADOPTION
Affectionate, educated, financially secure, married couple want to adopt baby into nuturing, warm, and loving environment. Expenses paid. Cindy and Adam. 800.860.7074 or cindyadamadopt@aol.com

CONDOS FOR SALE
Brand New Luxury Lakefront Condos in Florida. New construction. Was $349,900, NOW $199,900. -2 & 3 BR residences, luxury interiors, resort-style amenities. Below builder cost! Call now 877-333-0272, x 58

EDUCATION
2013- 2014 VACANCIES: Physics (9-12), Biology (9-12), Biology/ Physics (9-12), Earth Science (9-12), Mathematics (8-12), Physical Science (5-8), Special Education General Curriculum (K-4), Special Education Early Childhood – Prince Edward County Public Schools, Farmville, VA –434-315-2100. www.pecps.k12.va.us Closing Date: Until filled. EOE

HELP WANTED
TLC-Licensed DRIVERS WANTED! With or without car. Alpha Car Service, Flatbush Ave. & Ave. I, Brooklyn. Call 718-859-2900.

HELP WANTED
Drivers- HIRING EXPERIENCED/ INEXPERIENCED TANKER DRIVERS! Earn up to $.51/mile! New Fleet Volvo Tractors! 1 Year OTR Exp. Req.-Tanker Training Available. Call Today: 877-882-6537 www.OakleyTransport.com

HELP WANTED
HOME HEALTH AIDES: Immediate Work! Free Training-Nassau/Suffolk Only. Sign-on Bonus, Paid Vacation, Paid In-Service, Direct Deposit, FAMILY AIDES, INC. Nassau 516-681-2300, Suffolk 631-654-0789, Bronx 718-741-9535, Queens 718-429-6565

HELP WANTED
AIRLINE CAREERS begin here– Get FAA approved Aviation Maintenance Technician training. Financial aid for qualified students– Housing available.Job placement assistance. Call AIM 866-296-7093

HELP WANTED
FOREMEN to lead utility field crews. Outdoor physical work, many positions, paid training, $17/hr. plus weekly performance bonuses after promotion, living allowance when traveling, company truck and benefits. Must have strong leadership skills, good driving history, and be able to travel in New York and NE States. Email resume to Recruiter 4@ osmose.com or apply online at www. OsmoseUtilities.com EOE M/F/D/V

HOME IMPROVEMENT
HAS YOUR BUILDING SHIFTED OR SETTLED? Contact Woodford Brothers Inc, for straightening, leveling, foundation and wood frame repairs at 1-800-OLD-BARN. www.woodfordbros.com. "Not applicable in Queens county"

LAND FOR SALE
Our Newest Affordable Acreage Upstate NY/Owner Financing 60 Acres, Cabin, Stream & Timber: $79,995 80 Acres, Nice Timber, Stream, ATV trails, Borders Farmlands, Great Hunting: $74,995 73 Acres, Pine Forest, Road front, Utilities. Minutes to Oneida Lake Boat Launch: $75,995 Small Sportsmen's Tracts: 3-5 Acres Starting at $12,995. Call 1-800-229-7843 or info@landandcamps.com

MORTGAGES
REVERSE MORTGAGES. NO mortgage payments FOREVER! Seniors 62+! Government insured. No credit/ income requirements. NMLS#3740 Free 26 pg. catalog. 1-855-884-3300 ALL ISLAND MORTGAGE.

PERSONAL
Single female homecare worker wants to work for nice handicapped Haitian male who is marriage minded. Can relocate. Speaks English. Tel: 618.696.0348. Ask for Sandy.

PERSONAL
Haitian man seeking Haitian woman age 25-40. Start with friendship leading maybe to love. Must be educated & speak English, French or Kreyol. Send text or email. jean.vicor68@yahoo.com. 347-379-5765.

PERSONAL
Looking for a vodou priest or priestess to help me solve my health problems. Send me a letter telling me about yourself, what you can do for me & if you use herbs or rituals. Willing to pay a reasonable price if you help me with love, luck in lottery, averting bad luck. Send your name, address & phone number to Sandyann Bradford, 509 North 22 St., East Saint Louis, IL 62205.

VACATION RENTALS
OCEAN CITY, MARYLAND. Best selection of affordable rentals. Full/ partial weeks. Call for FREE brochure. Open daily. Holiday Real Estate. 1-800-638-2102. Online reservations: www.holidayoc.com.

WANTED
CASH for Coins! Buying ALL Gold & Silver. Also Stamps & Paper Money, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc in NYC 1-800-959-3419.





Suite de la page (20)

Jozy Altidore, à 23 ans et 8 mois, a eu tout un parcours footballistique tant au niveau des clubs qu'au niveau des sélections. 55 sélections avec les États-Unis pour un total de 13 buts. 2006-2008, avec Red Bull de New-York, 39 matchs joués et 15 buts; 2008-2011 avec Villareal (Espagne), 22 parties jouées pour un total de 3 buts; 2 buts à Hull city en 30 matchs; 1 but à Bursaspor en 12 parties et 50 buts marqués à AZ Alkmaar en 93 parties.

Y a-t-il des parallèles entre Jozy Altidore et Mario Balotelli? Côté talent et race, oui. Fils d'immigrants pour les deux. Par contre, c'est le mal que les pays impérialistes font aux pays qu'ils considèrent comme étant pauvres et sous-développés. Pourtant, ce mal endémique qu'ils mettent comme fardeau sur ces pays, leur profite dans tous les domaines. Ça leur donne des Mario Balotelli, des Jozy Altidore etc. Que de jeunes hommes et femmes Haïtiens sont obligés d'exercer leurs talents à l'extérieur d'Haïti, car les dictatures duvaliériennes et militaires ont provoqué et causé la fuite de tellement Haïtiens à l'étranger et leurs enfants nés dans ces pays d'accueil. Ces derniers ne peuvent pas représenter leurs pays d'origine. Il y a des exceptions en terme de choix pour représenter son pays d'origine. Vous les saurez la semaine prochaine. Bonne chance Jozy Altidore pour la "GOLD CUP" et bon succès à la sélection Haïtienne dans son aventure de cette grande compétition régionale.

Dario Talabert
Montréal



Jozy Altidore, un footballeur (Soccer) américain d'origine haïtienne et de renommée internationale

Par Dario Talabert

Les amants du ballon rond, au cours des deux dernières semaines, ont été comblés et gâtés avec la compétition COUPE DES CONFÉDÉRATIONS très enflammée, agitée et remplie d'émotions. Du premier match jusqu'à la finale du dimanche 30 juin 2013 opposant le Brésil et l'Espagne, on ne peut parler que d'euphorie, de passion et d'excitation que le foot a inspirées. Les amateurs de foot de la zone CONCACAF (Amérique du nord, Amérique centrale, Caraïbes et les Antilles) seront beaucoup plus choyés, à partir du 7 juillet 2013. Un enjeu est important pour 12 sélections qui aimeraient gagner la 12ème édition de la "GOLD CUP" qui se tiendra du 7 au 28 juillet 2013 aux États-Unis d'Amérique. Pour ce grand évènement, 12 est le chiffre magique: 12ème édition et 12 meilleures équipes de football de la confédération des nations Nord-américaines, centre-américaines et caraibéennes de football (CONCACAF) réparties en trois groupes:

Groupe A: Mexique, Canada, Panama et Martinique

Groupe B: Honduras, Haïti, Salvador et Trinidad & Tobago

Groupe C: Belize, États-Unis d'Amérique, Cuba et Costa-Rica.

On ne peut dire que le football de la zone CONCACAF est pauvre, car des dépisteurs des grands clubs Européens seront présents à cet évènement pour dénicher des talents Nord-américains, Antillais, Centroaméricains et Caraibéens. De cette zone, quelques joueurs dans le passé comme Hugo Sanchez, Dwight Yorke etc. et certains présentement ont déjà montré leurs talents et gagné des millions d'euros et de livres. C'est le cas d'un jeune joueur talentueux Haïtiano-américain , Jozy Altidore.

Il est intéressant de parler d'un des nôtres avec beaucoup de fierté. Faisons d'abord un survol historique de la "GOLD CUP". C'est une compétition de football organisée par la CONCACAF. La sélection qui la remporte est déclarée championne de l'Amérique du Nord, Centrale et Caraïbe de football. La compétition a été créée en 1963 sous la dénomination "Coupe des nations de la CONCACAF" et a été renommée GOLD CUP en 1991. Les sélections Mexique, Canada et États-Unis sont qualifiées d'office pour la phase finale de l'épreuve, tandis que les formations d'Amérique Centrale et des Antilles doivent passer par des phases de qualification. Cette phase de qualification correspond maintenant à la coupe UNCAF des nations en Amérique Centrale et à la coupe Caraibéenne des nations dans la Caraïbe.



Jozy Altidore

Cette compétition offre également des invitations à des équipes d'autres confédérations, ce qui explique la présence de la Colombie et du Brésil dans certaines finales. En 2005 par exemple, les invités furent l'Afrique du Sud et la Colombie.

Actuellement, la GOLD CUP réunit 12 équipes dans le tournoi final et qui sont réparties comme suit:

1. Les 3 membres de l'Union Nord-Américaine de football qui sont automatiquement qualifiés: Canada, Mexique, États-Unis.

2. Cinq équipes de l'Union Centre-Américaine de football se qualifient par le biais de la Coupe d'Amérique Centrale.

3.Quatre équipes de l'Union Caraibéenne des Nations.

1963-2013, un demi-siècle depuis que cette compétition a fait ses premiers pas. Jeune de 50 ans, la GOLD CUP tout comme Jozy Altidore qui, dans 4 mois et 4 jours, va souffler sa 24ème bougie

Jozy Altidore, de son vrai nom Josmer Volmy Altidore, né le 6 novembre 1989 à Livingston (New Jersey) est un footballeur international Américain d'origine Haïtienne qui évolue au poste d'attaquant avec le club Hollandais de l'AZ Alkmaar et la sélection Américaine. Il arrive à Villareal (Espagne) en 2008 pour la somme de 6,5 millions d'euros. Afin de se relancer, le joueur qui ne marque qu'un seul but cette saison est prêté au club leader de la deuxième division Espagnole, le Xerez CD. En 2009, il est prêté à Hull City en Angleterre, avant de revenir dans le club propriétaire à l'aube de la saison 2010.

Il est prêté à Bursaspor (Turquie) pour finir la saison 2011. Il détient le record du but marqué le plus rapidement en Liga après seulement 10 secondes de jeu. Le 15 juillet 2011, Altidore s'engage avec l'AZ ALKMAAR. Il fait ses débuts en Eredivise le 7 Août, lors d'un match comptant pour la première journée face au PSV Eindhoven. Il entre en jeu et marque pour sceller la victoire 3 buts à 1 de son équipe.

Il fête sa première titularisation le 21 Août lors de la rencontre opposant son club à Nimègue. Il réalise un doublé et Alkmaar s'impose 4 à 0. Le 25 Août, il réussit un nouveau doublé, cette fois-ci en Europa League lors de la victoire de 6 à 0 contre les Norvégiens d'Aalesund. Il inscrit 2 nouveaux buts en Europa League, le 15 septembre contre le club Suédois de Malmo FF et le 29 septembre contre les Ukrainiens de Metalist Kharkiv.

Suite à la page (19)

Les Grenadiers à la Coupe d'or !

Voici les 23 joueurs et 4 réservistes en cas de blessure sélectionnés par l'entraîneur cubain Israël Blake Cantero pour disputer la 12e édition de la Gold Cup :



Les Grenadiers

Gardiens :
Montrévil Frandy (Valencia FC); Elusma Ronald (Victory SC) et Julien Jean Jospy (Cavaly AS).

Défenseurs :
Adé Ricardo (Baltimore SC), Alcénat Jean Sony (Pétrolul Ploie?ti/Roumanie), Aveska Jean Judelin (Independiente Rivadavia/Argentine), Guerrier Wilde Donald (América FC), Lafrance Kévin Pierre (Banik Most/Rép. Tchèque), Jérôme Méchack (Sporting Kansas/USA), Pierre Jean Jacques (SM Caen/France), Kim Jaggy (FC Wil/Suisse) et Saurel Olrish (sans club).

Milieux de terrain :
Alexandre Jean Marc (Orlando City/USA), Charles Hérold Junior (Tempête FC), Constant Monuma Junior (Racing Club Haïtien), Louis Jeff (AS Nancy Lorraine/France), Millien Pascal (Sligo Rovers/Rép. Irlande) et Joseph Peterson (Sporting Kansas/USA), né le 24 avril 1990.

Attaquants : Belfort Kervens Fils (Le Mans/France), Maurice Jean Eudes (Le Mans/France), Jean Philippe Peguero (Don Bosco FC), Saint-Preux Léonel (Felda FC/Malaisie) et Desmaret Yves Hadley (Belenenses/Portugal).

Réservistes :
Rubin Jean Garry (América FC), Jean Jacques Bitiélo (VSI Tampa/ USA), Horat Luckner Junior (Aigle Noir AC) et Nazon Duckens (FC Lorient/France).